

SĒCURĪDEV

Rapport Annuel 2013





DOM

RONIS

DOM

DOM

DOM

DOM

dény
FONTAINE

PICARD
Depuis 1720 SERRURES

DOM
METALUX

DOM

RONIS

TITAN

EURO
ELZETT

UCEM

CR
SERRATURE

DOM

Sommaire

1.	Mot du Président Directeur Général	2
2.	Rapport de gestion	3
3.	Comptes annuels au 31 décembre 2013	22
4.	Comptes consolidés au 31 décembre 2013	34
5.	Rapport du Président Directeur Général Etabli en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de Commerce	62
6.	Rapports des Commissaires aux Comptes	68
7.	Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales	79
8.	Projet des Résolutions à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 6 juin 2014	82

1. Le mot du Président Directeur Général

*« Spécialiste européen
des serrures et systèmes de sécurité »*

SECURIDEV est un groupe industriel indépendant, spécialisé dans les serrures et systèmes de sécurité.

La vocation de SECURIDEV est de concevoir, de fabriquer et de commercialiser :

- **des systèmes mécaniques, électriques et électroniques de contrôle des accès** pour de grandes organisations et des sites à risque ;
- **des serrures pour matériels et équipements**, destinées aux industriels en fournissant des solutions clés en main, en liaison avec leurs bureaux d'études ;
- **des serrures pour le bâtiment**, offrant une large gamme reconnue d'équipements pour la première et la deuxième monte.

Le chiffre d'affaires consolidé 2013 affiche une baisse de 1,37 % par rapport à 2012 et s'élève à 145 460 K€, dont 63 % a été réalisé à l'étranger.

Le résultat opérationnel courant ressort à 10 871 K€ contre 11 364 K€ en 2012.

Le résultat net s'élève à 5 863 K€ contre 6 673 K€ en 2012, et la capacité d'autofinancement affiche une diminution de 19 % à 11 597 K€.

Le bénéfice net par action ressort à 2,44 € contre 2,81 € en 2012.

Sur l'ensemble de l'exercice, la branche Professionnelle enregistre une baisse de 2,2 % de ses ventes, tandis que la branche Grand Public est restée stable.

2. Rapport de gestion

RAPPORT DE GESTION ET D'ACTIVITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 MARS 2014 A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DU 6 JUIN 2014

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

COMPTES ANNUELS

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice net de 11 049 861 €, après déduction des amortissements et provisions réglementaires et justifiées, que nous vous proposons de répartir conformément aux statuts, comme il sera dit ci-après.

ACTIVITE ET RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013.

1. – Activité de la Société

SECURIDEV a racheté auprès de sa filiale UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD, les actifs immobilisés que cette dernière avait acquis de la société TELESCO, en dépôt de bilan.

Cette opération s'est réalisée moyennant un prix global de 48 000 €.

2. – Résultats financiers de la Société

Le chiffre d'affaires de 1 335 K€ est constitué pour l'essentiel de refacturation de frais communs et de frais de personnel portés par SECURIDEV pour le compte de ses filiales.

Le résultat d'exploitation reste négatif, passant de (1 014) K€ à (404) K€.

Le résultat financier est en diminution, passant de 12 029 K€ à 9 812 K€, en raison essentiellement de la baisse du dividende versé par les filiales.

La cession à DOM GmbH KG des droits de propriété intellectuelle portant sur le projet européen de cylindres et béquilles électroniques pour un montant de 4 100 K€, explique l'essentiel du résultat exceptionnel d'un montant de 3 724 K€, après la prise en compte des variations des provisions sur titres des filiales.

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent le résultat ci-après, en comparaison avec l'exercice 2012 :

	Exercice 2013	Exercice 2012
Chiffre d'affaires	1 334 858	1 430 585
Produits d'exploitation	1 405 217	1 441 533
Charges d'exploitation	1 809 654	2 455 297
RESULTAT D'EXPLOITATION	-404 437	-1 013 764
Produits financiers	9 889 139	12 179 936
Charges financières	77 216	151 309
RESULTAT FINANCIER	9 811 923	12 028 627
RESULTAT COURANT	9 407 485	11 014 863
Produits exceptionnels	4 459 512	1
Charges exceptionnelles	735 491	4 316 080
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3 724 020	-4 316 079
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	--	--
Impôts sur les bénéfices	2 081 645	-93 475
RESULTAT DE L'EXERCICE	11 049 861	6 792 259

ACTIVITE JURIDIQUE.

© Approbation des comptes de l'exercice 2012

Par délibération de l'assemblée générale mixte en date du 7 juin 2013, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012, faisant apparaître un bénéfice net comptable de 6 792 259 €, qu'ils ont décidé d'affecter de la manière suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 6 792 259 €

Affectation :

- Dividende : 3 054 940 €, prélevé sur le résultat de l'exercice, soit 1,25 € par action
- Compte Report à nouveau : 3 737 319 €.

Le dividende en numéraire a été mis en paiement le 13 juin 2013.

Conformément à la loi, les actions détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende n'ont pas donné droit au dividende.

⊗ Conventions et engagements réglementés

Nous avons donné à nos Commissaires aux comptes toutes les indications utiles pour leur permettre de présenter leur rapport spécial sur les conventions et engagements visés par l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

En outre, nous vous demandons de bien vouloir approuver la convention qui a été conclue au cours de l'exercice. Il s'agit de l'avenant n° 1 du 26 novembre 2013 à la convention de prestations de services conclue le 5 décembre 2001 avec les filiales DÉNY FONTAINE – DOM-MÉTALUX – RONIS – PICARD-SERRURES – CR SERRATURE – EURO-ELZETT – METALPLAST – DOM GMBH KG – UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD.

En effet, cet avenant qui n'a pas été au préalable autorisé par le Conseil d'administration, a pour objet, l'application de la convention de prestations de services du 5 décembre 2001 aux sociétés UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD, METALPLAST et DOM GMBH KG. Cependant, METALPLAST et DOM GMBH KG ne bénéficieront pas des prestations visées aux articles 1.4 à 1.9 (*comptable, social, commercial et achat, communication,...*) et par voie de conséquence, l'article 3.4 relatif à la rémunération ne leur sera pas applicable.

⊗ Affectation du résultat de l'exercice 2013

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 11 049 861 €, comme suit :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 11 049 861 €

Affectation :

- Dividende : 4 276 916 €, prélevé sur le résultat de l'exercice, soit 1,75 € par action,
- Compte Report à nouveau : 6 871 305,5 € (incluant le dividende revenant aux actions auto détenues, 98 360,5 €), dont le solde créditeur d'un montant de 35 582 419 € sera porté à 42 453 724,5 €.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement le 10 juin 2014.

Conformément à la loi, les actions qui seront détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende ne donneront pas droit au dividende.

⊗ Rappel des dividendes distribués au cours des exercices précédents

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Dividende distribué	Dividende par action
2010	3 665 928 €	1,50 €
2011	3 665 928 €	1,50 €
2012	3 054 940 €	1,25 €

⊗ Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

⊗ Activité en matière de recherche et de développement

Notre Société n'a pas immobilisé de frais de cette nature au cours de l'exercice 2013 au poste « Frais de recherche et de développement » à l'actif du bilan.

⊙ **Tableaux des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices**

Au présent rapport, est joint en annexe le tableau des résultats des cinq derniers exercices prévu par l'article R. 225-102 du Code de commerce.

⊙ **Information relative à l'échéance des dettes fournisseurs**

En application des dispositions des articles L. 441-6-1 al. 1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous présentons dans le tableau ci-après, la décomposition à la date du 31 décembre 2013, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs en K€, par date d'échéance :

Echéances	Dettes échues à la clôture	Echéances entre J et J + 30	Echéances entre J + 31 et J + 60	Echéances au-delà de J + 60	Factures non parvenues	Total dettes fournisseurs
Fournisseurs (401 + 403)	42	133	--	--	--	175
Fournisseurs d'immobilisations (404 + 405)	--	--	--	--	--	--
Total à payer	42	133	--	--	--	175
Factures non parvenues (408)	--	--	--	--	246	246
Autres	--	--	--	--	--	--
Total au 31-12-2013	42	133	--	--	246	421
Total au 31-12-2012	87	133	17	50	167	454

J = Date de clôture

PRISE ET CESSION DE PARTICIPATION OU DE CONTROLE.

⊙ **Participations prises au cours de l'exercice**

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé aux comptes annuels.

Notre Société n'a pris aucune participation dans d'autres sociétés ayant leur siège social sur le territoire de la République Française.

⊙ **Répartition du capital social et des droits de vote**

Nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales ci-après, conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations reçues notamment en application de l'article L. 233-7 et L. 233-12 de ce code :

	% capital social	% droits de vote
INTERNATIONAL VALUE ADVISERS LLC « IVA » SARL 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, 19808 DELAWARE, USA	15	9,69
SOCIETE FINANCIERE DE PARTICIPATION INDUSTRIELLE SA (S.F.P.I.) 20 rue de l'Arc de Triomphe – 75017 PARIS RCS PARIS B 349 385 930	69	81,37
STOCK PICKING FRANCE FCP Géré par JOUSSE MORILLON INVESTISSEMENT 4 rue Frédéric Bastiat – 75008 PARIS	2,19	1,41

© Franchissement de seuil

La Société a prévu un franchissement de seuils statutaires. En effet, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesse de détenir une fraction égale à 2 % du capital social ou des droits de vote ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la société, dans un délai de quinze (15) jours à compter du franchissement du seuil de participation, par lettre recommandée avec avis de réception adressée à son siège social en précisant le nombre d'actions et de droit de vote détenus.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée, sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi.

© Actions inscrites au nom de la Société

Dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par votre assemblée générale mixte du 29 novembre 2011, arrivé à expiration le 29 mai 2013, la Société détenait au 31 décembre 2013, 2,3 % de son capital social, soit 56 206 de ses propres actions d'une valeur au cours d'achat de 27,29 € pour une valeur nominale de 15 €.

© Etat de la participation des salariés au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous informons qu'au dernier jour de l'exercice 2013, aucun salarié ne détenait de titres de la Société.

Nous vous rappelons qu'en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, nous avons soumis à votre approbation lors de l'assemblée générale mixte du 8 juin 2012, un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants. Cette proposition ayant été rejetée, nous vous rappelons qu'un nouveau projet de résolution devra être soumis à votre approbation au plus tard en juin 2015.

© Gouvernance de la Société

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37, alinéa du Code de commerce, le Président Directeur Général a établi son rapport spécial rendant compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

Ce rapport, joint au présent rapport de gestion soumis à votre approbation, vous donnera toutes les indications sur la composition de votre Conseil au cours de l'exercice écoulé.

RESPONSABILITE SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIETALE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE.

NOTE METHODOLOGIQUE

Périmètre de consolidation

Les effectifs concernent la totalité du personnel présent au 31 décembre 2013 sur l'ensemble des filiales du Groupe SECURIDEV consolidées par intégration globale.

Les indicateurs environnementaux couvrent uniquement les impacts des sites de production française du Groupe, à l'exclusion des sièges administratifs.

Référentiel de remontée des données

Des outils communs de collecte des données ont été mis en place en 2013 dans les filiales du Groupe, afin de faciliter la remontée des données sociales, environnementales et sociétales.

Effectifs

Les effectifs indiqués dans le paragraphe 1.1 « Emploi » concernent la totalité du personnel du Groupe présent au 31 décembre 2013, incluant les salariés avec un contrat à durée indéterminée et à durée déterminée, hors les contrats de professionnalisation, d'apprentis, de stagiaires et d'intérimaires.

1. INFORMATIONS SOCIALES

1.1 Emploi

- *Effectif total et répartition (en donnée consolidée)*

	Effectif total moyen					
	Cadres		Employés		Ouvriers	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Par Branche						
Grand Public	67	61	273	276	410	449
Professionnelle	90	101	337	347	341	361
Total	157	162	610	623	751	810
Par zone géographique						
France	81	85	212	217	256	271
Etranger	76	77	398	406	495	539
Total	157	162	610	623	751	810
	Effectif total réel					
	Cadres		Employés		Ouvriers	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Par Branche						
Grand Public	65	66	270	272	391	437
Professionnelle	87	95	341	344	331	352
Total	152	161	611	616	722	789
Par zone géographique						
France	77	88	210	218	250	269
Etranger	75	73	401	398	472	520
Total	152	161	611	616	722	789

- *Répartition par sexe et par âge (sociétés françaises)*

	Branche Grand Public							
	Cadres		Employés		Ouvriers		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
< à 30 ans	2	0	9	3	12	3	23	6
de 30 ans à < à 45 ans	8	2	9	18	34	13	51	33
de 45 ans à < 55 ans	11	1	18	11	21	21	50	33
55 et plus	8	3	6	17	11	11	25	31
	Branche Professionnelle							
	Cadres		Employés		Ouvriers		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
< à 30 ans	3	1	16	2	1	1	20	4
de 30 ans à < à 45 ans	12	2	20	20	18	7	50	29
de 45 ans à < 55 ans	13	0	20	21	35	32	68	53
55 et plus	5	0	13	9	10	30	28	39

- **Embauches et licenciements (sociétés françaises)**

Embauches	2013
Contrat à durée déterminée	9
Contrat à durée indéterminée	23
Total	32

Licenciements	2013
Economiques	19
Pour faute grave	5
Pour inaptitude	1
Total	25

Le Groupe a enregistré 8 ruptures conventionnelles, 17 départs en retraite et 19 démissions ou arrêts de contrats.

- **Rémunérations et leur évolution**

Ces informations consolidées regroupent les filiales françaises et étrangères.

	2013	2012
Masse salariale hors charges (K€)	47 150	47 186

Il existe des contrats d'intéressement et de participation dans les filiales françaises du Groupe.

1.2 Organisation du travail

Le Groupe SECURIDEV s'engage à respecter les obligations légales et contractuelles en matière d'horaires de travail dans chacune de ses filiales. Le temps de travail est fonction de l'activité.

- **Intérim (sociétés françaises)**

	2013	2012
Effectif moyen intérimaire	20,58 %	17,45 %

- **Absentéisme (sociétés françaises)**

	2013	2012
Nombre d'heures d'absence (tous types d'absence hors CP, RTT et maternité)	58 350	49 641

1.3 Relations sociales et égalités de traitement (sociétés françaises)

⇒ **Organisation du dialogue social**

La qualité du climat social au sein du Groupe SECURIDEV est le fruit de bonnes pratiques à l'initiative de chaque filiale en matière de dialogue social.

Le Groupe a mis en place au niveau de chacune des filiales, un plan d'action en faveur de l'emploi des séniors.

L'appartenance à un Groupe de plus de 300 salariés a conduit le Groupe à mettre en place au niveau de chacune de ses filiales un contrat de génération.

Il faut enfin noter que toutes les filiales françaises du Groupe SECURIDEV sont certifiées ISO 9001.

⇒ **Accords collectifs**

Les filiales du Groupe, en sus des accords d'intéressement et de participation, ont mis en place des accords sur l'égalité professionnelle hommes femmes.

⇒ **Emploi et insertion des salariés handicapés**

Concernant le nombre de salariés handicapés, les chiffres mentionnés représentent l'effectif total des personnes handicapées déclarées rapporté à l'effectif de fin de période.

	2013	2012
Nombre de salariés handicapés (CDI et CDD)	21	27

⇒ Politique **de lutte contre les discriminations**

Le Groupe favorise le développement et le recrutement des personnes d'origine et de religion diverses.

1.4 Santé et sécurité

Les sociétés du Groupe qui étaient concernées par la mise en place d'un accord de pénibilité, ont pris les mesures nécessaires afin de combattre notamment le facteur risque lié aux travaux répétitifs et aux postures pénibles.

Le Groupe poursuit la politique d'hygiène et de sécurité des sites de production par le remplacement systématique des machines nécessitant une haute sécurité. C'est dans cette optique que la formation des salariés aux différents risques est effectuée et suivie grâce à la mise en place d'un document unique d'évaluation des risques.

En 2013, les sociétés françaises du Groupe ont enregistré 21 accidents de travail sans gravité ayant entraîné 37 jours d'arrêt de travail.

La durée moyenne des arrêts de travail pour ces sociétés (tous types d'arrêts) est de l'ordre de 87,69 jours.

1.5 Formation

La gestion des formations au sein du Groupe SECURIDEV est le fruit de bonnes pratiques à l'initiative de chaque filiale.

Au cours de l'année 2013, le pourcentage des dépenses de formation engagées par les filiales françaises du Groupe par rapport à leur masse salariale est de 1,26 %, pour 2 993 heures de formation.

2. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

2.1 Politique générale en matière environnementale

Le Groupe SECURIDEV est très soucieux du respect de l'environnement et inscrit sa démarche active de protection de l'environnement dans une politique transparente de développement durable.

De par la nature de ses activités, l'exposition du Groupe SECURIDEV aux risques environnementaux est mineure, et le Groupe n'a pas connu à ce jour d'incident majeur de pollution en France.

En fonction des quantités transformées ou consommées, des produits utilisés, ou des activités exercées, les sites français du Groupe SECURIDEV sont soumis, dans le cadre de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, soit à déclaration et/ou à autorisation auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL).

Par ailleurs, les sociétés DENY FONTAINE et RONIS ont la certification ISO 14001.

2.2 Pollution et gestion des déchets

⇒ **Mesures de prévention de la pollution liée à l'activité industrielle (air et sol)**

Les différents sites de production mettent en place dans les ateliers un système de dépoussiérage industriel, en fonction des machines et outils utilisés.

Les installations classées font l'objet de contrôle périodique par l'Inspecteur des installations classées.

Le passage progressif du fioul au gaz de ville permet de limiter le risque de pollution dans nos sites de production.

⇒ **Les actions de formation et d'information des salariés en matière de protection de l'environnement**

En sus de la formation reçue dans le cadre de la mise en place de l'ISO 14001, l'ensemble des salariés est sensibilisé sur la conduite à tenir en cas de déversement accidentel, le respect des règles de tri sélectif, le tout, par le biais de fiches d'informations.

⇒ **Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets**

La majorité des sociétés du Groupe a mis en place une procédure opérationnelle en cas de situation d'urgence. En ce qui concerne les déchets, ils font l'objet d'un tri et sont recyclés ou éliminés par l'intermédiaire de filières spécialisées.

La politique de réduction des conditionnements PVC au profit de matériaux recyclables est encouragée au sein du Groupe.

D'une manière générale, la certification ISO 14001 ainsi que les contrôles de la DREAL accroissent la rigueur dans la gestion des déchets et la mise en place des mesures en matière de prévention de la pollution.

2.3 Utilisation durable des ressources

⇒ **Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation**

Les filiales du Groupe investissent dans des machines PGCN (Poinçonneuse Grignoteuse à Commande Numérique) afin d'optimiser les imbrications des pièces dans les tôles pour générer moins de déchets.

A cela, il faut ajouter la mise en œuvre de la méthodologie d'Eco Conception qui permet de réduire l'empreinte environnementale des produits et donc de réduire la consommation des matières premières.

Enfin, une politique d'optimisation de la gestion des stocks devant permettre de limiter les dépréciations est mise en œuvre dans les filiales.

⇒ **Mesures prises en matière d'économie d'énergie (consommation eau, gaz, électricité)**

Il existe des indicateurs permettant de suivre au plus juste, les consommations d'eau, de gaz et d'électricité d'après les relevés de compteurs.

Un système d'extinction automatique d'éclairage existe dans chaque bâtiment industriel.

L'installation de fenêtres double vitrage permet d'améliorer l'isolement de ces bâtiments industriels.

3. INFORMATIONS SOCIETALES

3.1 Impact territorial, économique et social de l'activité

⇒ **En matière d'emploi et de développement départemental**

Nos principaux sites de production en France sont situés en province et leurs effectifs sont essentiellement composés de population locale ou riveraine.

3.2 Relations entretenues avec les associations et les établissements d'enseignement

⇒ **Contribution et participation associatives des Sociétés du Groupe au niveau local**

Au niveau local, les sociétés du Groupe participent aux activités associatives sous forme de dons faits aux associations à but non lucratif.

3.3 Sous-traitance et fournisseurs

⇒ **Sous-traitance et fournisseurs**

La majeure partie des fournisseurs et sous-traitants des filiales du Groupe est située en France.

Au cours de la qualification des fournisseurs, un questionnaire prenant en compte l'environnement leur est envoyé.

Des audits environnementaux sont effectués chez les fournisseurs pouvant avoir un impact environnemental.

⇒ **Actions engagées pour prévenir la corruption**

Il existe au sein du Groupe SECURIDEV un code de déontologie qui permet de prévenir les risques liés à la corruption et à la fraude.

Les points ci-après n'ont pas été abordés dans ce rapport pour défaut de pertinence pour le Groupe SECURIDEV :

1. INFORMATIONS SOCIALES

⇒ Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

⇒ Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs.

2. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

⇒ Changement climatique.

⇒ Protection de la biodiversité.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX.**© Liste des mandats sociaux**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, alinéa 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société :

Monsieur Henri MOREL

Société concernée	Mandat / fonction exercé(e) dans la société concernée
FEVI SAS FEVI INTERNATIONAL SA	Administrateur
SFPI SA – NEU SA SOREMEC SA	Président Directeur Général
PICARD-SERRURES SAS – DOM-MÉTALUX SAS DÉNY FONTAINE SAS - ERYMA HOLDING SAS DELTA NEU SAS - LA FONCIERE NEU SAS ARC MANAGEMENT SAS - TELESKI DES VIEUX PRES SAS AUBERGE HAZEMANN SAS	Président
SCI B.G.M. - MP ASSOCIÉS SARL SCI AVENUE GEORGE NUTTIN SCI NEU – SCI LA CHAPELLE D'ARMENTIERES SCI HOTEL DU CHAMP DU FEU – SCI 1896	Gérant

Monsieur Jean-Bertrand PROT

Société concernée	Mandat / fonction exercé(e) dans la société concernée
SFPI SA NEU SA	Administrateur
FRANCE FERMETURES SAS – FRANCIAFLEX SAS MMD SAS – ASET SAS – FINANCIÈRE BARRIQUAND SAS ERYMA SAS – MAC INDUSTRIES SAS SPRING MANAGEMENT SAS – LB SAS	Président
SFPI SA ERYMA HOLDING SAS	Directeur Général délégué Directeur Général
MAC SAS	Président du Conseil de Surveillance
STORISTES DE FRANCE SA BAIE OUEST SA	Représentant permanent
SCI ALU DES DEUX VALLEES SCI STERIMMO	Gérant

Monsieur Nicolas LOYAU

Société concernée	Mandat / fonction exercé(e) dans la société concernée
STORISTES DE FRANCE SA BAIE OUEST SA	Administrateur
MAC SAS - BARRIQUAND SAS – BATT SAS EXPART DEVELOPPEMENT SAS – THERMICA SAS	Président
NEU SA	Représentant permanent
FABSTORE SARL SCI VR DES DEUX VALLEES	Gérant

Monsieur Thierry CHEVALLIER

Société concernée	Mandat / fonction exercé(e) dans la société concernée
Néant	

Monsieur Hermann RÖSER

Société concernée	Mandat / fonction exercé(e) dans la société concernée
Néant	

⊙ Rémunération des mandataires sociaux (article L. 225-102-1 du Code de commerce)

Nous vous informons que :

⊙ Monsieur Henri MOREL a :

- en sa qualité de Président de la société DENY FONTAINE SAS, perçu de cette filiale une rémunération brute annuelle de 135 304,59 € et qu'en outre, cette dernière a cotisé au titre de l'assurance chômage des dirigeants et de la retraite complémentaire (GSC) une somme de 8 296,59 € ;
- en sa qualité de Président Directeur Général de la société SFPI SA, perçu une rémunération brute annuelle de 277 942,47 €. Au titre de l'assurance chômage des dirigeants et de la retraite complémentaire (GSC) SFPI SA a cotisé une somme de 18 892 €.

⊙ Monsieur Hermann RÖSER a perçu de la société DOM GmbH KG, au titre de sa pension de retraite une somme de 53 080 €, à compter de sa nomination.

⊙ Jetons de présence

Nous vous proposons de fixer à la somme de 10 000 euros le montant des jetons de présence du Conseil d'administration.

⊙ Délégations au Conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100 du Code de commerce, aucune délégation relative à des augmentations de capital social n'a été consentie au Conseil d'administration.

SITUATION DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Henri MOREL, arrivant à expiration lors de la présente assemblée, nous vous proposons de renouveler ledit mandat pour une nouvelle période de trois années, soit jusqu'à l'assemblée qui sera appelée à statuer en 2017 sur les comptes de l'exercice 2016.

NOMINATION DE DEUX NOUVEAUX ADMINISTRATEURS.

Afin de se conformer à la législation en vigueur, la Société doit désigner deux administrateurs de sexe féminin. A cet effet, nous vous proposons de nommer en qualité de nouveaux administrateurs :

- Mademoiselle Sophie MOREL, demeurant à Paris (75017) – 23 rue Pouchet,
- Madame Valentine LAUDE, demeurant à Paris (75008) – 3 rue Quentin Bauchard.

**EVENEMENTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE
ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT EST ETABLI.**

Aucun événement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle ce rapport est établi.

COMPTES CONSOLIDES

Le rapport, conformément à la loi du 3 janvier 1985, permet de donner une image plus complète de la situation réelle du pôle sécurité, grâce à l'établissement des comptes représentatifs de l'activité globale.

1 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION.

Les comptes consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 2013 ont été établis dans le référentiel IFRS.

L'effectif moyen des sociétés consolidées est de 1 518 personnes.

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent les résultats suivants qui, par comparaison avec l'exercice précédent, évoluent de la façon suivante :

Résultats (K€)	Exercice 2013	%	Exercice 2012	% 2013/2012
CHIFFRE D'AFFAIRES	145 460	--	147 518	-1,37
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	10 871	7,47	11 364	-4,53
RESULTAT OPERATIONNEL	8 240	5,66	10 137	-20,3
RESULTAT FINANCIER	289	--	57	--
IMPOT SOCIETE	-2 696	--	-3 547	--
RESULTAT NET DES ENTREPRISES CONSOLIDEES	5 863	4,03	6 673	-14
INTERET MINORITAIRES	32	--	-35	--
PART GROUPE	5 831	--	6 708	--
<i>Taux moyen</i>				

2 – L'ACTIVITE ET LES PRINCIPAUX RESULTATS.

A - SECURIDEV CONSOLIDE

Le chiffre d'affaires consolidé 2013 a atteint 145 460 K€ à taux de change moyen, en baisse de 1,37 %, contre un chiffre d'affaires 2012 de 147 518 K€.

Le résultat opérationnel courant représente 7,47 % du chiffre d'affaires (soit 10 871 K€) contre 7,7 % (soit 11 364 K€) en 2012.

Le résultat financier est positif de 289 K€, contre un résultat financier positif de 57 K€ l'exercice précédent.

La charge d'impôt consolidé s'élève à 2 696 K€.

Le résultat net des entreprises consolidées est un bénéfice de 5 863 K€, en baisse de 14 % par rapport à 2012.

La capacité d'autofinancement du Groupe SECURIDEV est passée de 14 327 K€ en 2012 à 11 597 K€ en 2013, soit une diminution de 19 %.

Les investissements opérationnels ont atteint 4 600 K€ contre 5 300 K€ l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice, la trésorerie nette est passée de 23 511 K€ à 31 123 K€.

B - PRINCIPAUX RESULTATS DES BRANCHES DU GROUPE SECURIDEV

BRANCHE PROFESSIONNELLE

Cette branche correspond aux activités du Groupe RONIS, de la société DENY FONTAINE et du Groupe DOM. Elle a représenté 64 % de l'activité du Groupe SECURIDEV.

	2013	2012
Chiffre d'affaires (en K€)	92 680	94 720
% de marge brute ^{*(en % de la production)}	75,5	76,6
Résultat opérationnel courant (en K€)	8 071	10 235
% sur chiffre d'affaires	8,7	10,8
<small>Sur production, y compris sous-traitance</small>		

Le chiffre d'affaires de cette Branche est en baisse de 2,2 %.

RONIS a réorganisé son unité de production de Sancoins (Cher) et redynamisé sa politique commerciale dans le cadre du projet de fusion des catalogues et des forces commerciales de DOM GmbH KG et RONIS pour les serrures industrielles.

Une division commerciale Ronis- DOM OEM est créée à compter de janvier 2014.

DÉNY FONTAINE a connu une croissance forte de son chiffre d'affaires grâce à son activité export (+ 87 %) et sa gamme de serrures électronique (+ 81 %).

Le Groupe DOM a connu une légère diminution de son chiffre d'affaires 2013, notamment au quatrième trimestre.

BRANCHE GRAND PUBLIC

Cette branche correspond aux activités des sociétés PICARD-SERRURES, DOM-METALUX, C.R. SERRATURE, EURO-ELZETT, TITAN d.d., METALPLAST et UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD. Elle a représenté 36 % de l'activité du Groupe SECURIDEV.

	2013	2012
Chiffre d'affaires (en K€)	52 780	52 798
% de marge brute ^(en % de la production)	61,2	59,7
Résultat opérationnel courant (en K€)	3 152	1 826
% sur chiffre d'affaires	6,0	3,5

Le chiffre d'affaires de cette branche est stable.

MÉTALUX a engagé une réorganisation de son activité commerciale et de son offre produits, afin de créer une nouvelle dynamique commerciale pour les années à venir.

A cet effet, il a été choisi :

- une enseigne unique : DOM,
- un catalogue et un tarif remaniés pour les quincaillers,
- un réseau commercial modifié avec la création d'une équipe prescription,
- et surtout la création d'un centre de gestion logistique basé à Saint-Dizier (Haute-Marne) pour la distribution des produits sous une marque unique aux quincaillers.

PICARD-SERRURES a développé une nouvelle gamme de portes blindées pavillonnaires.

C - LES PRINCIPAUX RÉSULTATS SOCIAUX DES FILIALES

1 – CHIFFRE D'AFFAIRES (en K€)

SOCIETES	2013	2012
DENY FONTAINE	23 922	21 860
DOM SAS (FRANCE)	--	2 172 ^(*)
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	270	281
DOM-MÉTALUX	13 063	11 479
PICARD-SERRURES	16 845	15 721
RONIS	13 751	14 611
SÉCURIDEV	1 335	1 431
TSS RONIS DIFFUSION	2 053	1 983
C.R. SERRATURE	4 560	4 529
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	3 901	4 530
DOM POLSKA	693	676
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	56 822	59 138
EURO-ELZETT	5 788	5 897
EURO-TOOLS	--	663 ^(**)
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	3 776	4 432
RONIS-DOM LTD	3 621	3 755
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	1 345	1 211
TITAN D.D.	12 668	13 226
SECURIDEV ROMANIA	299	311
SECURIDEV HONGRIE	310	286
UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD	2 515	1 664

^(*) Comprend l'activité jusqu'au 30 juin 2012.

^(**) Comprend l'activité jusqu'au 30 novembre 2012.

2 – RESULTAT D'EXPLOITATION (en K€)

SOCIETES	2013	2012
DENY FONTAINE	4 478	4 014
DOM SAS (FRANCE)	--	77 ^(*)
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	264	277
DOM-MÉTALUX	-984	-417
PICARD-SERRURES	2 540	2 080
RONIS	-305	-840
SÉCURIDEV	-404	-1 014
TSS RONIS DIFFUSION	395	344
C.R. SERRATURE	670	624
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	280	491
DOM POLSKA	18	52
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	636 ^(*)	8 359
EURO-ELZETT	349	18
EURO-TOOLS	--	-324 ^(**)
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	-96	-465
RONIS-DOM LTD	27	100
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	138	29
TITAN D.D.	-148	-424
SECURIDEV ROMANIA	-100	-35
SECURIDEV HONGRIE	-22	-49
UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD	-71	-480

^(*) SECURIDEV a cédé à sa filiale allemande, DOM GmbH KG, tous les droits attachés au projet européen électronique dont elle avait financé le développement. Ces frais ont été symétriquement pris dans les charges d'exploitation de la filiale allemande au cours de l'exercice.

^(**) Comprend l'activité jusqu'au 30 juin 2012.

^(***) Comprend l'activité jusqu'au 30 novembre 2012.

3 – RESULTAT NET DE L'EXERCICE (en K€)

SOCIETES	2013	2012
DENY FONTAINE	2 657	2 336
DOM SAS (FRANCE)	--	45 ^(*)
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	194	186
DOM-MÉTALUX	-1 177	-1 558
PICARD-SERRURES	1 596	1 247
RONIS	-503	-855
SÉCURIDEV	11 050 ^(*)	6 792
TSS RONIS DIFFUSION	260	224
C.R. SERRATURE	388	405
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	258	426
DOM POLSKA	14	45
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	-744 ^(*)	5 980
EURO-ÉLZETT	446	-173
EURO-TOOLS	--	-418 ^(**)
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	-165	-516
RONIS-DOM LTD	-22	43
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	122	19
TITAN D.D.	-37	-1 226
SECURIDEV ROMANIA	-106	-35
SECURIDEV HONGRIE	-28	-48
UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD	-225	-490

^(*) SECURIDEV a cédé à sa filiale allemande, DOM Gmbh KG, tous les droits attachés au projet européen électronique dont elle avait financé le développement. Ces frais ont été symétriquement pris dans les charges d'exploitation de la filiale allemande au cours de l'exercice.

^(**) Comprend l'activité jusqu'au 30 juin 2012.

^(***) Comprend l'activité jusqu'au 30 novembre 2012.

4 – ENDETTEMENTS BANCAIRES A LONG ET MOYEN TERMES

(hors crédits-baux retraités en consolidation) (en K€)

Les sociétés sans endettement à long et moyen termes ne sont pas mentionnées.

Sociétés	Dettes de 1 à 5 ans	Dettes de + 5 ans
DOM GMBH	628	--
SECURIDEV HONGRIE	10	--
TOTAL	638	--

5 – SITUATION NETTE (en K€)

SOCIETES	2013	2012
DENY FONTAINE	13 949	13 363
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	3 319	3 126
DOM-MÉTALUX	1 161	2 338
PICARD-SERRURES	5 175	4 523
RONIS	2 752	3 255
SÉCURIDEV	88 768	80 703
TSS RONIS DIFFUSION	504	467
C.R. SERRATURE	2 082	1 945
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	1 892	2 084
DOM POLSKA	118	106
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	7 790	14 513
EURO-ELZETT	4 818	4 404
EURO-TOOLS	--	--
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	2 062	2 281
RONIS-DOM LTD	840	880
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	595	533
TITAN D.D.	7 284	7 359
SECURIDEV ROMANIA	254	362
SECURIDEV HONGRIE	17	45
UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD	-653	-428

3 – ANALYSE DU RISQUE DE TAUX ET DE CHANGE. (Y COMPRIS SECURIDEV SA)

L'endettement relatif aux emprunts à taux variable (EURIBOR) s'élève à 75 K€. Une variation de + 0,5 points des taux à court terme aurait eu un impact négligeable sur le résultat financier.

Le Groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change.

Pour l'année 2014, le Groupe SECURIDEV a couvert les achats en euros de sa filiale anglaise, RONIS-DOM LTD.

4 – PERSPECTIVES D'AVENIR.

Pour l'exercice 2014, le Groupe SECURIDEV prévoit de réaliser un chiffre d'affaires de 150 M€.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Président Directeur Général

Henri MOREL

Un Administrateur

Jean-Bertrand PROT

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications	2009	2010	2011	2012	2013
1 - Capital en fin d'exercice					
Nombre d'actions ordinaires existantes	2 443 952	2 443 952	2 443 952	2 443 952	2 443 952
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
▪ par conversion d'obligation					
▪ Par exercice de droits de souscription					
2 - Chiffre d'affaires	1 127 406	828 418	1 241 760	1 430 585	1 334 858
3 - Opérations & résultats de l'exercice					
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	10 730 529	7 408 007	12 623 291	9 975 616	13 606 294
Impôt sur les bénéficiaires	486 667	(309 568)	113 240	(93 475)	2 081 645
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	10 209 807	7 669 974	11 965 555	6 792 259	11 049 861
Résultat distribué	977 581	3 581 619	3 581 619	2 984 682	
4 - Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotation aux provisions et amortissements	4,19	2,83	4,85	4,12	4.56
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	4,18	3,14	4,90	2,78	4.52
Dividende attribué à chaque action	0,40	1,50	1,50	1.25	
5 - Personnel					
Effectif moyen des salariés employés	2	4	4	4	3
Montant de la masse salariale de l'exercice	249 062	297 347	431 232	319 538	270 755
Montant des sommes versées au titre des cotisations et avantages sociaux	11 695	25 771	30 259	57 160	43 811

3. Comptes annuels

1.	Bilan annuel au 31 décembre 2013	23
2.	Compte de résultat annuel au 31 décembre 2013	24
3.	Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2013	25
4.	Tableau des filiales et participations	33

1. BILAN ANNUEL AU 31 DECEMBRE 2013

ACTIF

En K€	Net	Net	Net
	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Immobilisations incorporelles	29	8	10
Immobilisations Corporelles & Informatiques	171	235	274
Immobilisations Financières	73 105	73 369	74 696
Total de l'Actif Immobilisé	73 305	73 612	74 980
Créances clients & comptes rattachés	617	677	533
Créances diverses	6 645	6 520	5 282
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	17 958	18 201	16 914
Charges constatées d'avance	6	30	12
Total de l'Actif Circulant	25 226	25 428	22 741
Total de l'ACTIF	98 531	99 040	97 721

PASSIF

En K€	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Capital	36 659	36 659	36 659
Primes d'Emissions, Fusion, Apports	1 570	1 570	1 570
Réserves	39 489	35 682	27 297
Résultat	11 050	6 792	11 966
Capitaux Propres	88 768	80 703	77 492
Provisions pour risques et charges	-	-	-
Dettes financières	-	1	2 108
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	415	455	662
Dettes diverses	9 348	17 881	17 459
Dettes	9 763	18 337	20 229
Total du PASSIF	98 531	99 040	97 721

2. COMPTE DE RESULTAT ANNUEL AU 31 DECEMBRE 2013

En K€	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Chiffre d'affaires net	1 335	1 431	1 242
Autres produits d'exploitation	18	11	9
Reprises sur provisions et transferts de charges	52	-	-
Produits d'exploitation	1 405	1 442	1 251
Charges externes	-1 330	-1 975	-2 498
Impôts, Taxes & Assimilés	-23	-24	-33
Frais de personnel	-314	-377	-461
Dotations aux amortissements	-96	-61	-57
Autres charges	-46	-19	-3
Charges d'exploitation	-1 809	-2 456	3 052
RESULTAT EXPLOITATION	-404	-1 014	-1 801
RESULTAT FINANCIER	9 812	12 029	14 368
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	9 408	11 015	12 567
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3 724	-4 316	-488
Impôt Société	-2 082	93	-113
RESULTAT NET	11 050	6 792	11 966

3. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2013

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2013 dont le total est de 98 531 K€ et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont le résultat est de 11 050 K€.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes, règles et méthodes comptables

Les conventions générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles comptables d'établissement ou de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Sauf indications contraires, les montants ci-après sont indiqués en milliers d'Euros (K€).

Immobilisations incorporelles

Les droits et concessions de brevets et licences acquis sont comptabilisés dans ce poste. L'amortissement est effectué sur la durée de protection juridique. Les frais d'enregistrement des marques déposées y sont aussi inscrits sans qu'ils fassent l'objet d'amortissement.

En dehors des situations exceptionnelles et significatives, les dépenses de recherche et de développement sont enregistrées en charge au cours de l'exercice dans lequel elles sont supportées. Lorsqu'elles sont immobilisées, avec le cas échéant les frais de dépôt de brevets, elles sont amorties sur trois ans à compter du début de commercialisation ou d'utilisation. Si les conditions d'inscription à l'actif cessent d'être réunies, elles font l'objet de provisions.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant la durée d'utilisation prévue.

Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

Eléments	Durée	Amortissement fiscal
Matériel informatique neuf	3 ans	L
Matériel outillage	3 à 8 ans	L

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissement dérogatoire.

Leasings, locations longue durée ou financière

Aucun bien utilisé par l'entreprise par ces moyens de financement n'est immobilisé.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût historique d'acquisition. Lorsque la valeur recouvrable des titres est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de la différence. La valeur recouvrable est estimée d'après une approche multicritère prenant en compte la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable. Sauf exception dûment justifiée, toutes créances échues depuis plus de 12 mois sont intégralement dépréciées, celles de plus de six mois étant au moins provisionnées à 50 %.

Créances et dettes diverses

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable des créances est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes libellées en monnaie étrangère sont ajustées en fonction des cours de clôture en contrepartie des comptes de régularisation actifs ou passifs.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine et que, des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions pour risques et charges.

Charges et produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance résultent du principe d'indépendance des exercices qui impliquent de soustraire les charges comptabilisées dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été reçue et les produits dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été exécutée par la société.

Engagements de retraite

La méthode retenue pour l'évaluation est la méthode prospective avec un taux d'actualisation de 3 %, une inflation de 1,5 % et une progression des salaires hors inflation due aux promotions de 1,0 %. Les indemnités de départ à la retraite ont été évaluées en tenant compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence lors du départ à la retraite et du salaire probable en fin de carrière. Les hypothèses principales retenues sont que les départs se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 67 ans pour les cadres et 62 ans pour les non cadres.

Cet engagement n'est pas comptabilisé en provision mais figure en engagement hors bilan.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de méthode de présentation

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Intégration fiscale

La Société est mère d'intégration fiscale. Comme le prévoit la convention d'intégration fiscale, la quote-part de la filiale à la charge du Groupe est calculée comme si la société n'était pas intégrée.

Consolidation

La Société est détenue à 69,3 % par la société SFPI, dont le siège social est 20, rue de l'Arc de Triomphe 75017 Paris, et y est consolidée par intégration globale.

Note sur les états comptables

I - Faits marquants de l'exercice

Afin de compléter la gamme produite par sa filiale UCEM, SECURIDEV a repris les actifs de la société espagnole TELESCO qui était en dépôt de bilan depuis juillet 2012.

SECURIDEV a décidé de provisionner intégralement ses participations dans les filiales SECURIDEV ROUMANIE et SECURIDEV HONGRIE dont les performances sont insuffisantes. A contrario, la provision sur la filiale britannique RONIS-DOM Ltd a pu être reprise.

SECURIDEV a cédé à sa filiale allemande DOM GmbH tous les droits attachés au projet européen électronique dont elle avait financé le développement. Ces frais ont été symétriquement pris dans les charges d'exploitation de la filiale allemande au cours de l'exercice.

II - Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Immobilisations incorporelles et corporelles

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Incorporelles	79	28	-	107
Corporelles	754	23	-	777
Total	833	51	-	884
Amortissements & provisions	590	95	-	685
Net	243	-44	-	199

Les acquisitions concernent la reprise des immobilisations incorporelles et des outillages de la société espagnole TELESCO qui était en dépôt de bilan depuis Juillet 2012.

Immobilisations financières

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Participations	105 982	8	-	105 990
Titres d'autocontrôle	1 534	-	-	1 534
Prêts et autres immo. financières	578	316	-238	656
Total	108 094	324	-238	108 180
Provisions	34 725	665	-315	35 075
Net	73 369	-341	77	73 105

L'augmentation et la réduction des prêts correspondent à des nouveaux prêts de financement intragroupe et à leur remboursement.

La reprise de provision de 315 K€ concerne les titres RONIS-DOM Ltd, tandis que la dotation de 665 K€ concerne les titres SECURIDEV ROUMANIE (490 K€) et SECURIDEV HONGRIE (175 K€).

III - Capitaux propres

Le capital de 36 659 280 € est divisé en 2 443 952 actions libérées.

	Solde précédent	Variation capital	Variation provision réglementée et subvention d'investissement	Affectation du résultat	Clôture
Capital social	36 659	-	-	-	36 659
Prime d'émission ou apport	1 570	-	-	-	1 570
Réserve légale	3 907	-	-	-	3 907
Report à nouveau	31 775	-	-	3 807	35 582
Résultat de l'exercice précédent	6 792	-	-	-6 792	-
Résultat de l'exercice		-	-	0	11 050
Dividendes	-	-	-	2 985	-
Capitaux propres	80 703	-	-	-	88 768

IV - Emprunts et dettes financières

La société est totalement désendettée vis-à-vis des organismes financiers.

La trésorerie positive de 17 958 K€ est placée à hauteur de 1 563 K€ en Sicav et à hauteur de 16 054 K€ en dépôts à terme rémunérés sans risques. Les Sicav font l'objet d'une opération de cession / rachat à la fin de l'exercice. Elles sont de ce fait valorisées au cours de clôture de l'exercice.

V - Créances et dettes

Créances	31-12-2013	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances clients	617	617	-	-
Personnel et comptes rattachés	1	1	-	-
Sécurité sociale, organismes sociaux	1	1	-	-
Etat – Impôts sur les bénéfices	1 333	1 333	-	-
Etat – TVA	304	304	-	-
Groupe & associés	5 057	5 057		-
Autres créances	21	21	=	-
Charges constatées d'avances	6	6	-	-
Total	7 340	7 340		

En dehors des créances relatives au solde d'impôt à recevoir des filiales soit 208 K€, SECURIDEV était prêteuse, dans le cadre de la convention de trésorerie de : 932 K€ à DOM-METALUX, 9 K€ à RONIS, 2 112 K€ à TITAN, 838 K€ à UCEM, 20 K€ à SECURIDEV HONGRIE, 498 K€ à RONIS-DOM Ltd et 400 K€ à DOM GmbH.

Dettes	31-12-2013	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs, comptes rattachés	415	415	-	-
Personnel, comptes rattachés	23	23	-	-
Sécurité sociale, organismes sociaux	18	18	-	-
Etat – Impôt sur les bénéfices	4 212	1760	2 452	-
Etat – TVA	268	268	-	-
Etat – Autres	50	50	-	-
Groupe & associés	4 675	4 675	-	-
Autres dettes	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	0	0	-	-
Total	9 661	8 209	2 452	-

Au titre de l'intégration fiscale, la dette de SECURIDEV se monte à 257 K€ vis-à-vis de ses filiales.

Dans le cadre de la convention de trésorerie, SECURIDEV était emprunteuse à ses filiales, intérêts courus inclus, de : 2 689 K€ à DENY FONTAINE, 564 K€ à PICARD-SERRURES, 260 K€ à SECURIDEV CZ, 400 K€ à CR SERRATURE, 294 K€ à TSS RONIS DIFFUSION, 171 K€ à EURO-ELZETT, 11 K€ à DOM Participations, et 23 K€ à DOM GmbH.

La somme de 4 675 K€ due aux filiales est à comparer globalement :

- aux 5 057 K€ prêtés aux filiales ;
- aux 17 958 K€ placés pour compte en valeurs mobilières ;

Les créances et dettes vis-à-vis des sociétés du Groupe se répartissent comme suit :

Prêts aux filiales	651	
Créances clients	617	
Groupe & associés Actifs	5 057	dont 208 au titre de l'impôt société
Dettes fournisseurs	107	
Groupe & associés Passifs	4 675	dont 257 au titre de l'impôt société

VI - Répartition des charges à payer dans les postes de bilan

Le détail de ce poste est le suivant :

Fournisseurs	246
Social-fiscal	21

VII - Charges et/ou produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avances correspondent à des charges 2014 facturées par les fournisseurs en 2013.

VIII -Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué pour l'essentiel de refacturations de frais communs et de frais de personnel portés par SECURIDEV pour le compte de ses filiales.

Ventilation par zone géographique :

National	828
Union Européenne	507
Autres Pays	-

Ventilation par activité :

	Total	Dont Groupe
Prestations de services & refacturation de frais	1 335	1 335
Total	1 335	1 335

IX - Résultat financier

Dividendes	9 624
Produit des placements	241
Intérêts nets des comptes courants	-45
Provision	-6
Intérêts	-2
Total	9 812

La provenance des dividendes et revenus de participations est indiquée dans le tableau des filiales et participations. Le revenu de participation dans la société transparente DOM GmbH n'inclut pas l'exercice 2013 que son assemblée doit approuver prochainement.

X - Résultat exceptionnel

Il provient :

- De la cession à DOM-GMBH & Co KG des droits attachés au projet européen de cylindre et béquilles électroniques pour 4 100 K€. Ces frais ont été symétriquement pris dans les charges d'exploitation de la filiale allemande au cours de l'exercice.
- De la variation de la provision sur titres : reprise de la provision sur RONIS-DOM Ltd (315 K€) et dotation aux provisions sur les titres de SECURIDEV ROUMANIE (490 K€) et SECURIDEV HONGRIE (175 K€).

XI - Autres informations

Les opérations réalisées avec les sociétés du Groupe ont donné lieu aux enregistrements suivants :

Refacturation de frais et de personnel	1 335
Produits d'exploitation	1 335
Charges externes des filiales de SECURIDEV	316
Charges externes des sociétés liées à SFPI	91
Charges externes de la holding SFPI	1
Charges d'exploitation	408
Produits financiers	24
Dividendes	9 624
Charges financières	-69
Produit exceptionnel	4 100

Les charges externes relatives à des sociétés liées au groupe SFPI sont principalement constituées de frais de prospection commerciale en Europe par la société POINT EST. Les charges provenant des filiales de SECURIDEV proviennent essentiellement de refacturation de personnel par la filiale CR SERRATURE.

XII - Fiscalité, ventilation de l'impôt

	Brut	Retraitement	Base imposable			
			Total	à + 33%	à + 19% + 1,5%	Impôt société
Résultat d'exploitation	-404	-71	-475	-158	-	-158
Résultat financier	9 812	-9 440	372	124	-	124
Résultat Exceptionnel	3 724	350	4 074	1 358	-	1358
Crédit impôt 2012 (2)	-	-	-	-	-	-179
Cont Sociale + Cont Divid	-	-	-	-	-	132
IS DOM GmbH (1)	-	-	-	-	-	912
Intégration fiscale	-	-	-	-	-	-107
	IS Total					2 082

Le retraitement de résultat financier correspond à l'annulation du profit lié aux dividendes après déduction de la quote-part de frais et charges sur les dividendes d'origine française.

(1) La société DOM GmbH est une société transparente. Sa société mère, SECURIDEV SA, est redevable de l'impôt sur les sociétés en Allemagne qui n'est pas comptabilisé dans la filiale Dom GmbH. SECURIDEV constate la charge de l'impôt concomitamment à l'enregistrement du revenu de sa participation.

Le résultat d'intégration fiscale provient des retraitements d'amortissements liés aux cessions intragroupes, des annulations de quote-part de frais et charges sur dividendes internes au Groupe et de l'ajustement de la contribution complémentaire de 3,3 % au niveau du Groupe.

(2) Le crédit d'impôt recherche est constaté dans les comptes sociaux avec un an de décalage.

XIII - Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Les charges temporairement non déductibles enregistrées dans l'exercice ont été de 2 K€. La provision pour dépréciation des immobilisations réintégrée fiscalement est reprise au fur et à mesure de la déductibilité fiscale des amortissements.

XIV - Engagements hors bilan

Indemnités de départ en retraite 10 K€

L'engagement au droit à la formation représentant 150 heures cumulées est non significatif.

XV - Avances et rémunérations aux dirigeants

Conformément à l'Article L. 225-43 du code de commerce, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

XVI - Effectifs moyens de l'entreprise

Cadres	Salariés	Intérimaires	Mises à disposition	Total Personnel
2	3	-	-	3

Au 31 décembre 2013, l'effectif de l'entreprise était de 3 personnes.

XVII - Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes comptabilisés au titre de l'exercice s'élèvent à 68 278 €.

XVIII - Evènements post clôture

Aucun événement post clôture n'est à signaler

4. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS Article L. 233-1 du Code de commerce (En K€)

Sociétés	Capital	Réserves, report à nouveau avant résultat	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur brute comptable des titres détenus	Provisions sur titres	Prêts, avances consentis non remboursés	Prêts, avances reçus non remboursés	Dividendes encaissés en 2013	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'affaires du dernier exercice clos
Participations françaises supérieures ou égales à 50%										
DOM-METALUX SAS – SAINT-DIZIER Siren : 572 020 394	2 942	-604	99,91	5 693	-	932		-	-1 177	13 063
DENY FONTAINE SAS – SAINT-BLIMONT Siren : 552 105 603	414	10 878	99,73	25 530	-	-	2 689	2 066	2 657	23 922
RONIS SAS - SANCOINS Siren : 345 004 147	1 575	1 680	99,99	34 620	31 365	11		-	-503	13 751
PICARD-SERRURES SAS – FEUQUIERES-EN-VIMEU Siren : 341 148 823	1 015	2 564	99,99	2 894	-	-	564	944	1 596	16 845
DOM PARTICIPATIONS SAS - PARIS Siren : 485 054 860	2 237	888	100,00	2 320	-	-	11	-	194	270
Participations étrangères supérieures ou égale à 50 %										
DOM KG GmbH Brühl – ALLEMAGNE	2 503	6 031	100,00	17 157	-	400	23	5 955	-744	56 822
C.R. SERRATURE SA Turin - ITALIE	1 144	550	100,00	5 057	2 860	-	400	252	388	4 560
EURO ELZETT SA Sopron - HONGRIE	926	3 446	100,00	3 797	-	-	171	-	446	5 788
ELZETT FEK SA Sopron - HONGRIE	1 585	370	50,00	778	51	-		-	14	9 846
METALPLAST SA Czestochowa - POLOGNE	263	1 964	100,00	2 104	-	267		-	-165	3 776
SECURIDEV TCHEQUIE SA Prague - TCHEQUIE	4	476	100,00	3	-	-	260	-	122	1 345
TITAN SA Kamnik – SLOVENIE	6 496	825	93,72	2 796	-	2 533		-	-37	12 668
RONIS DOM Ltd Wolverhampton – UK	36	826	100,00	963	-	498		-	-22	3 621
DOM AG Altendorf SUISSE	815	819	100,00	1 451	-	-		407	258	3 901
SECURIDEV ROMANIA SRL Prahova ROUMANIE	473	-114	100,00	490	490	-		-	-106	299
SECURIDEV HONGRIE	168	-123	100,00	175	175	20		-	-28	310
SECU BETEILIGUNGS GmbH Brühl - ALLEMAGNE	25	145	100,00	25	-	-		-	19	-
UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD (ex TALLERES SERRAIL) Mondragon - Espagne	206	-634	100,00	134	134	838		-	-225	2 515

4. Comptes consolidés

1.	Bilan consolidé au 31 décembre 2013	35
2.	Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2013	36
3.	Etat du résultat global au 31 décembre 2013	37
4.	Tableau de flux consolidé au 31 décembre 2013	38
5.	Etat de variation des capitaux propres au 31 décembre 2013	39
6.	Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2013	40

1. BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DECEMBRE 2013

ACTIF

En K€	Note	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Goodwill	1	30 908	30 908	30 908
Immobilisations incorporelles	2	665	977	1 398
Immobilisations corporelles	3	24 771	26 705	27 116
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	4	1 038	1 023	944
Autres actifs financiers non courants	6.1	1 560	1 577	1 570
Impôt différé actif	11	9 580	9 175	7 452
Total Actifs non courants		68 522	70 365	69 388
Actifs destinés à être cédés		-	-	-
Stocks et en-cours	5	27 681	27 947	29 037
Créances clients	6.2	23 536	24 168	24 816
Autres actifs financiers courants	6.3	3 600	4 671	2 602
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6.4	33 666	27 541	27 083
Total Actifs courants		88 483	84 327	83 538
Total de l'ACTIF		157 005	154 692	152 926

PASSIF

En K€	Note	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Capital		36 659	36 659	36 659
Réserves consolidées/Part du Groupe		38 582	34 383	34 670
Résultat/Part du Groupe		5 831	6 708	8 168
Capitaux propres Part Groupe	7	81 072	77 750	79 497
Intérêts minoritaires		433	419	450
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	7	81 505	78 169	79 947
Provisions non courantes	8	36 003	36 564	28 687
Dettes financières à long terme	9	1 391	2 490	3 685
Impôt différé passif	11	2 135	2 432	2 746
Total Passifs non courants		39 529	41 486	35 118
Provisions courantes	8	3 063	3 186	2 930
Dettes financières à court terme	9	1 219	1 817	4 463
Dettes fournisseurs	10	12 888	10 872	11 460
Passif d'impôts exigibles		2 562	3 087	3 735
Autres passifs financiers	10	16 239	16 075	15 273
Total Passifs courants	10	35 971	35 037	37 861
Total des Passifs et des Capitaux propres		157 005	154 692	152 926

2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2013

Normes IFRS – En K€	Note	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires net	13	145 460	147 518	150 180
Production stockée		204	-935	590
Achats consommés y compris sous-traitance		-38 529	-39 075	-40 554
Marge Brute	13	107 135	107 508	110 216
% de production		73.5%	73.3%	73.1%
Autres produits d'exploitation et subvention		1 780	1 184	1 325
Dotations nettes aux provisions	14	-272	-507	-2 103
Charges externes		-26 553	-26 628	-26 692
Impôts, taxes & assimilés		-1 272	-1 278	-1 326
Frais de personnel		-62 173	-62 268	-61 457
Dotations aux amortissements		-6 020	-5 775	-5 530
Autres charges		-1 754	-872	-1 191
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		10 871	11 364	13 242
% du chiffre d'affaires		7.5%	7.7%	8.8%
Coût des Restructurations		-1 783	-1 089	-143
Cession Immobilière		-	-	162
Autres produits et charges non récurrents		-116	201	-94
Variation des pertes de valeur et Dépréciation des goodwill	14	-732	-339	-905
RESULTAT OPERATIONNEL		8 240	10 137	12 262
% du chiffre d'affaires		5.7%	6.9%	8.2%
Produits financiers	15	742	764	902
Charges financières	15	-453	-707	-761
RESULTAT FINANCIER		289	57	141
RESULTAT AVANT IMPOT		8 529	10 194	12 403
Impôt Société	16	-2 696	-3 547	-4 290
Résultat mis en équivalence		30	26	37
RESULTAT NET DES ENTREPRISES CONSOLIDEES		5 863	6 673	8 150
% du chiffre d'affaires		4.0%	4.5%	5.4%
- Part des minoritaires		32	-35	-18
- Part de la société mère		5 831	6 708	8 168
- Résultat net par action (hors Autocontrôle) en euros	17	2.44	2.81	3.42

3. ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2013

En K€	Note	2013	2012	2011
Résultat net de l'exercice		5 863	6 673	8 150
Autres éléments du résultat global pouvant ultérieurement être reclassés dans le résultat consolidé (brut) :				
- Ecart de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère		-195	478	-652
- Instruments financiers, réévaluations d'actifs financiers disponibles à la vente, excédent de réévaluation		-31	11	-110
Impôt sur ces autres éléments du résultat global		0	0	0
Autres éléments du résultat global définitivement reclassés hors du résultat consolidé (brut) :				
- Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite		1 028	-7 765	77
Impôt sur ces autres éléments du résultat global		-334	2 413	-26
Résultat global total		6 331	1 810	7 439
Attribuable aux :				
- Porteurs de capitaux de la société mère		6 306	1 802	7 457
- Intérêts minoritaires		25	8	-18

4. TABLEAU DE FLUX CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2013

En K€	2013	2012	2011
Résultat avant impôt (*)	8 529	10 194	12 403
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie			
- Dotations aux amortissements d'exploitation (*)	6 021	5 775	5 530
- Variation des provisions d'exploitation, financière et non courantes (*)	152	1 125	2 087
- Variation des provisions pour perte de valeur (*)	732	339	904
- Plus ou moins-values de cession (*)	-28	14	-336
Variation du besoin en fonds de roulement			
- Variation des stocks et encours	136	673	-3 183
- Variation des clients	574	1 045	685
- Variation des fournisseurs	2 070	-685	175
- Variation des autres créances et dettes	1 067	-2100	-1 106
Flux de trésorerie provenant des activités	19 253	16 380	17 159
Impôts sur le résultat (*)	-3 809	-3 120	-4 895
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	15 444	13 260	12 264
Cessions d'immobilisations	224	103	689
Acquisition des titres consolidés	-	-	-134
Trésorerie provenant des sociétés acquises	-	-	-96
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-4 592	-5 303	-7 917
Acquisitions d'immobilisations financières	-99	-120	-133
Variation des dettes sur immobilisations	-160	-92	148
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	-4 627	-5 412	-7 443
Augmentation des crédits-baux et locations financières	-	-	-
Augmentation des dettes auprès des établissements de crédit	17	-	1 490
Augmentation des autres dettes financières	-	8	344
Remboursement des crédits-baux et locations financières	-217	-258	-329
Remboursement des dettes auprès des établissements de crédit	-865	-3 339	-3 001
Remboursement des autres dettes financières	-209	-420	-148
Rachats de minoritaires	-	-	-479
Rachat des titres d'auto-contrôle	-	-	-1 354
Dividendes versés par SECURIDEV	-2 984	-3 582	-3 582
Dividendes versés aux minoritaires des filiales	-7	-8	-8
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement	-4 265	-7 599	-7 067
Variation de trésorerie	6 552	249	-2 246
Trésorerie à l'ouverture de la période (1)	26 951	26 651	28 863
Impact des variations des taux de change	-48	51	34
Trésorerie à la clôture de la période (1)	33 455	26 951	26 651
Variation de trésorerie constatée	6 552	249	-2 246
Capacité d'autofinancement (*)	11 597	14 327	15 693
(1) La trésorerie de clôture se décompose en :			
Disponibilités	6 830	6 850	5 786
Equivalents de trésorerie	26 836	20 691	21 297
Trésorerie active	33 666	27 541	27 083
Découverts et crédits spots	-211	-590	-432
Trésorerie	33 455	26 951	26 651

(*) sommes incluses dans la capacité d'autofinancement

5. ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2013

	Part du groupe					Intérêts minoritaires	Total
	Capital	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Résultat	Total		
Solde au 31-12-2011	36 659	30 356	-168	9 837	76 684	1 245	77 929
Affectation du résultat		6 255		-6 255	-		-
Dividendes versés				-3 582	-3 582	-8	-3 590
Actions d'auto-contrôle		-1 352			-1 352		-1 352
<i>Total des transactions avec les actionnaires</i>		4 903		-9 837	-4 934	-7	-4 941
<i>Variation de périmètre</i>		290			290	-769	-479
Autres éléments du résultat global		-59	-652		-711		-711
Résultat de la période				8 168	8 168	-18	8 150
<i>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</i>		-59	-652	8 168	7 457	-18	7 439
Solde au 30-12-2012	36 659	35 490	-820	8 168	79 497	450	79 947
Affectation du résultat		4 586		-4 586	-		-
Dividendes versés				-3 582	-3 582	-6	-3 588
Actions d'auto-contrôle							
<i>Total des transactions avec les actionnaires</i>		4 586		-8 168	-3 582	-6	-3 588
<i>Variation de périmètre</i>							
Autres éléments du résultat global		-5 351	478		-4 873	10	-4 863
Résultat de la période				6 708	6 708	-35	6 673
<i>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</i>		-5 351	478	6 708	1 835	-25	1 810
Solde au 31-12-2012	36 659	34 725	-342	6 708	77 750	419	78 169
Affectation du résultat		3 724		-3 724	-		-
Dividendes versés				-2 984	-2 984	-6	-2 990
Actions d'auto-contrôle							
<i>Total des transactions avec les actionnaires</i>		3 724		-6 708	-2 984	-6	-2 990
<i>Variation de périmètre</i>		-1			-1	-5	-6
Autres éléments du résultat global		670	-195		475	-7	468
Résultat de la période				5 831	5 831	32	5 863
<i>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</i>		670	-195	5 831	6 306	25	6 331
Solde au 31-12-2013	36 659	39 118	-537	5 831	81 071	433	81 504

6. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2013

Introduction

Le groupe SECURIDEV rassemble 24 sociétés. La société anonyme à Conseil d'Administration SECURIDEV, dont le siège social est au 20 rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris, en est la maison mère. La société SECURIDEV a la nature de holding.

En date du 27 mars 2014, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe SECURIDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les comptes consolidés sont établis en euros. Sauf mention spécifique, tous les chiffres sont donnés en milliers d'euros.

Le groupe SECURIDEV est détenu à 69,3 % par la société S.F.P.I, dont le siège social est situé 20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris.

Faits marquants

Dans un marché difficile, le groupe SECURIDEV a maintenu son niveau de résultat opérationnel courant au-dessus de 7%.

Le chiffre d'affaires de la branche Professionnelle est en baisse de 2,2 % par rapport à l'exercice 2012, alors que les ventes de la branche Grand Public restent stables.

Liste des sociétés consolidées

Nom	Pays	% de contrôle			N° Siren	Activité	Méthode de consolidation	Secteur (*)
		31-12-13	31-12-12	31-12-11				
SECURIDEV	France	Société mère			378.557.474	Holding du pôle	I.G.	H
Dény Fontaine	France	99,73	99,73	99,73	552 105 603	Serrurerie	I.G.	P
DOM-Métalux	France	99,91	99,91	99,84	572 020 394	Serrurerie	I.G.	GP
Picard-Serrures	France	99,99	99,99	99,99	341 148 823	Serrurerie	I.G.	GP
Ronis	France	99,99	99,99	99,99	345 004 147	Serrurerie	I.G.	P
Ronis-Dom Ltd	G.B.	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	P
CR Serrature	Italie	100,00	100,00	100,00	5988590013	Serrurerie	I.G.	GP
Elzett-Fek	Hongrie	50,00	50,00	50,00	/	Galvanisation	M.E.	GP
Euro-Elzett	Hongrie	100,00	100,00	100,00	11404006	Serrurerie	I.G.	GP
Métalplast	Pologne	100,00	100,00	100,00	5730003798	Serrurerie	I.G.	GP
Sécuridev Tchéquie	Rép Tché	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	GP
Titan	Slovénie	93,72	93,57	93,57	34816712	Serrurerie	I.G.	GP
Titan Zagreb	Croatie	30,00	30,00	30,00	/	Serrurerie	M.E.	GP
Titan Belgrade	Serbie	49,00	49,00	49,00	/	Serrurerie	M.E.	GP
Euro-Tools	Slovénie	-	-	100,00	/	Outillage	I.G.	GP
TSS Ronis diffusion	France	100,00	100,00	100,00	348541798	Serrurerie	I.G.	P
Dom France	France	-	-	100,00	732025119	Serrurerie	I.G.	GP
Dom Suisse	Suisse	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	P
Dom Gmbh & Co KG	Allemagne	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	P
Dom Participations	France	100,00	100,00	100,00	485054860	Holding	I.G.	H
Dom Polska	Pologne	99,91	99,91	99,00	9451999111	Serrurerie	I.G.	GP
Secu Beteiligungs Gmbh	Allemagne	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	H
Securidev Romania	Roumanie	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	GP
Securidev Hongrie	Hongrie	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	GP
Ucem Sistemas de Seguridad	Espagne	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	GP
Securidev Iberica	Espagne	52,00	52,00	-		Serrurerie	I.G.	GP

Abréviation : I.G. : Intégration globale, I.P. : Intégration proportionnelle, ME : Mise en équivalence

(*) Secteurs opérationnels : branche Grand Public (GP), branche Professionnelle (P) et Holding (H)

Principes comptables, méthodes d'évaluation, options IFRS retenues

1. REFERENTIEL

Les états financiers consolidés couvrent les périodes de douze mois arrêtées aux 31 décembre 2013, 2012 et 2011.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2013 du groupe SECURIDEV ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2013.

Ce référentiel intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS) et les interprétations du comité d'interprétation (SIC et IFRIC) applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2013.

Le référentiel IFRS adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2013 est disponible à la rubrique Interprétations et normes IAS/IFRS, sur le site suivant :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, à l'exception des normes et interprétations adoptées dans l'Union Européenne dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 :

- IAS 19 Révisée « Avantages du personnel »,
- Amendement IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global »,
- Amendements IAS 12 « Recouvrement des actifs sous-jacents »,
- IFRS 13 « Evaluation à la Juste Valeur »,
- Amendements IFRS 1 « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants »,
- Amendements IFRS 1 « Subventions publiques »,
- Amendements IFRS 7 « Informations à fournir- Compensation des actifs et passifs financiers »,
- IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert »,
- Améliorations annuelles des IFRS.

Le Groupe avait anticipé, dans ses états financiers annuels au 31 décembre 2012, l'application de l'amendement d'IAS 19 – Avantages du personnel - Régime à prestations définies.

Les autres textes n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes suivantes :

- Normes sur les méthodes de consolidation :
 - o IFRS 10 « Consolidation »,
 - o IFRS 11 « Accords conjoints »,
 - o IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »,
 - o IAS 27 Révisée « Etats financiers individuels »,
 - o IAS 28 Révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises ».

La revue de ces normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 31 décembre 2014 est en cours. Les impacts sur les états financiers ne devraient pas être significatifs.

- Autres normes :
 - o Amendements IAS 32 « Compensation des actifs et passifs financiers »,
 - o IFRIC 21 Taxes.

Présentation des états financiers

Le Groupe SECURIDEV publie des états financiers annuels au 31 décembre et des états financiers semestriels au 30 juin, conformément aux principes du référentiel. Les principales conventions de présentation sont les suivantes :

- Regroupement par postes : par nature;
- Classement des actifs et passifs : par ordre croissant de liquidité et d'exigibilité en distinguant les éléments non courants et courants, selon que leur réalisation ou exigibilité est à plus ou moins douze mois après la date de clôture ;
- Classement des produits et charges : par nature et incorporation au coût d'un élément d'actif ou de passif en application d'une norme ou interprétation ;
- Compensation : en application d'une norme ou interprétation pour les actifs et passifs d'une part et les produits et charges d'autre part ;

Méthodes comptables, erreurs et estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthode comptable sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Les états financiers affectés par un changement de méthode comptable sont modifiés pour tous les exercices présentés, comme si la nouvelle méthode avait toujours été appliquée. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience. Les changements d'estimations sont comptabilisés de manière prospective : ils affectent l'exercice sur lequel ils sont intervenus et le cas échéant, les exercices suivants.

Les principales estimations réalisées lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour la valorisation et la durée d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le calcul des provisions pour avantages du personnel et des autres provisions. Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis en tenant compte du contexte actuel stagnant et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture.

2. PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION

Le Groupe consolide par intégration globale les entités contrôlées, et par mise en équivalence celles sur lesquelles il exerce une influence notable.

Toutes les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre.

3. CHANGEMENT DE METHODE

Aucun changement de méthode n'a été appliqué cette année.

4. CHANGEMENT DE PRESENTATION

Aucun changement de présentation n'a été appliqué cette année.

5. CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES FILIALES ETRANGERES

Les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les charges et produits du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice.

Les écarts résultant de cette méthode de conversion sont comptabilisés directement dans l'état du résultat global et figurent au bilan dans les capitaux propres au poste « Ecarts de conversion ».

Les taux utilisés sont les suivants :

	Taux clôture 2013	Taux moyen 2013	Taux clôture 2012	Taux moyen 2012	Taux clôture 2011	Taux moyen 2011
CHF (Suisse)	1,23	1,23	1,21	1,21	1,22	1,23
GBP (Angleterre)	0,83	0,85	0,82	0,81	0,84	0,87
HUF (Hongrie)	297,04	297,86	292,3	289,58	314,58	279,45
ZLO (Pologne)	4,15	4,2	4,1	4,19	4,46	4,11
RON (Roumanie)	4,47	4,42	4,45	4,45	4,32	4,24

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des frais de développement, les brevets et logiciels évalués. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les principales durées d'amortissement retenues pour ces immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 3 ans
- Brevets durée de protection juridique
- Frais de développement 3 ans à compter de la commercialisation
- Autres immobilisations incorporelles 1 à 5 ans

Les frais de développement ne sont immobilisés que s'ils concernent un investissement significatif. Les coûts sont immobilisés à partir du moment notamment le projet est techniquement faisable, son marché identifié et sa rentabilité calculée avec une fiabilité raisonnable. Les dépenses antérieures ne sont jamais recyclées. Au titre de l'exercice, aucun frais de recherche et développement n'a été immobilisé.

Les marques ou fonds de commerce générés en interne ne sont pas immobilisés. Les marques acquises au travers de rachats d'entreprise ne font pas l'objet d'une identification distincte dans la mesure où elles ne présentent pas un caractère séparable ou mesurable de façon fiable. En effet, deux cas de figure sont envisageables :

- si la marque est vendue avec les savoir-faire techniques, les outillages donnant accès au marché de remplacement et les fichiers du parc installé, la société vendeuse se trouve de fait vidée de sa substance et dans l'incapacité de poursuivre son activité. Ce schéma revient à évaluer l'entreprise globalement et non pas sa marque ;
- si, cas irréaliste, la marque est vendue sans les savoir-faire et outillage, l'acquéreur n'ayant pas accès au marché de remplacement en proposera un prix réduit sans rapport avec la perte d'image que subira la société vendeuse. Sans marché actif, ni référence à des transactions similaires, la marque n'est pas évaluable de façon fiable et la conséquence directe pour le vendeur s'avère inchiffrable.

7. GOODWILL

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée au 1^{er} janvier 2010 :

- Les frais d'acquisition sont désormais comptabilisés en charges ;
- Les intérêts minoritaires peuvent, sur option prise individuellement pour chaque regroupement, être évalués à la juste valeur, en intégrant leur quote-part de goodwill ;
- Les variations de pourcentages d'intérêt dans les filiales sans changement de contrôle sont comptabilisées directement en capitaux propres, sans création de goodwill complémentaire ;
- En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle, cette réévaluation étant enregistrée directement en résultat de l'exercice et non pas en capitaux propres.

Les goodwill sont affectés au plus tard 12 mois après la date d'acquisition, aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur. Les actifs acquis destinés à être cédés sont minorés des coûts de la revente.

L'écart entre le coût du regroupement (prix payé majoré des frais d'acquisition à l'exclusion des coûts de financement) et la quote-part des capitaux propres après affectation revenant à l'acquéreur constitue le goodwill.

Le goodwill n'est pas amorti. Il est testé, au moins une fois par an, ou plus en cas d'indice de perte de valeur, et fait l'objet éventuel d'une dépréciation irréversible.

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées conformément à la méthode de référence à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction d'une valeur résiduelle généralement nulle car peu importante et significative.

Les amortissements sont calculés principalement selon le mode linéaire en fonction de sa durée d'utilité. Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

▪ Constructions	20-25 ans
▪ Mobilier, agencements et matériels de bureau	3-10 ans
▪ Matériels de production et équipements	3- 8 ans
▪ Biens d'occasion	2- 3 ans

Les leasings sont immobilisés avec constatation en contrepartie d'une dette financière déterminée d'après les taux d'intérêt du contrat. Ils sont amortis sur les durées suivantes :

▪ Constructions	20 ans
▪ Matériel de production	3- 8 ans

Les locations financières sont retraitées si le contrat a une durée supérieure à deux années et ne concerne pas un véhicule. Le bien est immobilisé pour la valeur actualisée des flux du contrat au taux d'intérêt de celui-ci et par défaut aux taux TEC à 10 ans de l'année majoré de 2 %.

Le bien est amorti sur la durée du contrat sauf pour les locations de moins de quatre ans ne concernant pas du matériel informatique où il est alors considéré que le contrat sera renouvelé une fois.

Les installations de traitement de surface ne font pas l'objet d'une obligation légale de démantèlement entraînant la comptabilisation d'un actif à amortir.

9. PERTE DE VALEUR

Les immobilisations incorporelles, les goodwill et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation calculé au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT). Les unités génératrices de trésorerie correspondent aux filiales de SECURIDEV.

Ce test, réalisé en fin d'année lorsque les budgets sont connus, peut être anticipé si un indice de perte de valeur est détecté.

La valeur nette comptable d'un actif, ou de l'UGT elle-même, est comparée à sa valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente (valeur de vente ou de marché moins coût de sortie) et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des cash-flows futurs.

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré des capitaux permanents en retenant :

- 40 % d'endettement forfaitaire rémunéré au taux d'intérêt moyen de l'année du TEC à 10 ans majoré de 1 %, puis diminué de la déductibilité fiscale ;
- 60 % de fonds propres à rémunérer au taux sans risque (TEC à 10 ans) plus une prime de risque moyenne publiée majorée d'un coefficient Bêta de risque propre à chaque société variant entre 1,3 et 2,0.

Les flux futurs ont pour point de départ le budget de l'année suivante multiplié par un coefficient de probabilité égal au ratio écrêté constaté sur les dix précédentes années entre les résultats d'exploitation réalisés et ceux qui avaient été budgétés.

Ces flux sont, à défaut de perspectives spécifiques, augmentés chaque année de l'inflation sur les quatre années suivantes. La valeur terminale de la cinquième année est obtenue en divisant le flux par le coût moyen pondéré des capitaux permanents sans minoration de l'inflation ce qui revient techniquement à considérer que les résultats s'effriteront chaque année de l'inflation.

Lorsque cela est possible, les terrains et constructions sont soustraits des actifs immobilisés, l'amortissement neutralisé et remplacé par un loyer. Cette correction revient à ne pas justifier de goodwill du fait de bâtiment totalement amorti et inversement à ne pas déprécier les terrains et constructions en dessous de leur valeur nette comptable.

A cette réserve près, il est considéré que la juste valeur des actifs ne peut jamais être connue de façon fiable.

En conséquence, la valeur d'utilité ainsi calculée doit couvrir le montant des actifs immobilisés et du goodwill.

Toute insuffisance entraîne une dépréciation irréversible du goodwill voire, au-delà, une dépréciation réversible sur les actifs immobilisés engagés plafonnée à leur valeur nette comptable.

10. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement, s'il en existe, sont comptabilisés selon la méthode de référence au coût minoré du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

11. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et par ses amendements.

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe, lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers

La norme IAS 39 distingue quatre catégories d'actifs financiers, faisant l'objet d'un traitement comptable spécifique résultant d'une évaluation spécifique (classement selon IFRS 7) :

- actifs financiers à la juste valeur par le résultat ;
- prêts et créances : l'essentiel de la catégorie des prêts et créances correspond aux créances clients résultant des produits des activités ordinaires et à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie
- actifs détenus jusqu'à l'échéance ;
- actifs disponibles à la vente :
 - Les actifs financiers disponibles à la vente sont constitués par les titres de participation non consolidés. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur. Si cette juste valeur n'est pas déterminable de manière fiable, les actifs financiers sont comptabilisés au coût d'acquisition.
 - Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres à l'exception des variations négatives constituant des preuves objectives de pertes de valeur qui sont comptabilisées en résultat. La juste valeur est notamment déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

Les passifs financiers

La norme IAS 39 distingue plusieurs catégories de passifs financiers, faisant l'objet d'un traitement comptable spécifique :

- passifs financiers évalués à leur juste valeur : les emprunts sont initialement évalués à la juste valeur des montants reçus diminuée des coûts de transactions,
- autres passifs financiers non détenus à des fins de transactions. Ils sont évalués au coût amorti.

12. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La catégorie des prêts et créances comprend également la trésorerie, c'est-à-dire les caisses, les dépôts à vue et les équivalents de trésorerie. Ces derniers sont des placements très liquides à trois mois au plus, indexés sur un taux du marché monétaire et dont le montant est connu ou sujet à une incertitude négligeable. Dans l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et équivalents de trésorerie incluent également le poste "Concours bancaires" présenté au passif.

13. STOCKS

Les matières et marchandises sont évaluées selon la règle du FIFO et, par défaut, au dernier coût d'achat, ce qui, compte tenu de la rotation rapide de ces stocks, est proche d'une valorisation de type « premier entré - premier sorti ».

Les produits finis et les encours de productions sont évalués à leur coût de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Par ailleurs, une probabilité d'utilisation des stocks est déterminée d'après le taux de rotation des articles créés depuis plus d'un an.

Lorsque la valeur nette probable de réalisation est inférieure au prix de revient, une provision pour dépréciation est constituée.

14. CREANCES

Les créances sont retenues à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

15. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture, une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers existe, qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce dernier sans contrepartie au moins équivalente d'avantages économiques, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

16. ENGAGEMENTS DE RETRAITE, MEDAILLES DU TRAVAIL

Ils sont comptabilisés en provisions non courantes.

Les indemnités de fin de carrière et médailles du travail sont évaluées selon une méthode prospective actualisée. Les hypothèses principales retenues sont que les départs en retraite se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 67 ans pour les cadres et 62 ans pour les non-cadres. Les pensions de retraite complémentaire du personnel de DOM Allemagne sont aussi évaluées selon la même méthode prospective actualisée.

La provision tient compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence aux dates de réalisation des événements générateurs de paiements.

La norme comptable impose d'appliquer comme taux actuariel les taux de rendement des obligations des sociétés de catégories AA pour des durations reflétant le calendrier des décaissements. Le taux actuariel ainsi retenu est de 3,0 % en 2013, contre 2,8 % en 2012 et 4,62% en 2011. Symétriquement il est pris en compte une inflation (1,5 % en 2013) et une progression des salaires due aux promotions hors inflation (1,0 % environ), variables par pays.

Les écarts actuariels générés par des changements d'hypothèses sont comptabilisés directement dans le résultat global avant d'être classés en réserves au bilan.

17. CONVERSION DES OPERATIONS EN DEVICES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et créances figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les goodwill dégagés lors de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en monnaie étrangère et convertis par la suite au cours de clôture.

18. IMPOT SOCIETE

Le montant des impôts effectivement dû à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés calculés selon la méthode bilancielle, c'est-à-dire sur la base, des différences temporelles existant entre les valeurs comptables telles qu'elles ressortent des comptes consolidés et les valeurs fiscales.

L'excédent des impôts différés actifs, y compris ceux se rapportant au déficit reportable, sur les impôts différés passifs, est constaté dès lors que la probabilité de la réalisation de résultats futurs bénéficiaires est établie dans l'entité fiscale concernée.

La CVAE, répondant à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables ») est incluse à la rubrique « impôt société ».

19. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constaté au moment du transfert de propriété correspondant généralement au transfert des risques et avantages, sauf décalage imposé par le client. Compte tenu de l'activité, aucun chiffre d'affaires à l'avancement n'est comptabilisé.

20. DISTINCTION ENTRE RESULTAT OPERATIONNEL ET RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Les coûts de restructuration sont présentés sur une ligne distincte, tout comme les autres produits et charges significatifs à caractère non récurrent et les cessions d'actif.

De même, l'incidence de la comparaison entre les valeurs comptables nettes des actifs des sociétés et leur valeur recouvrable est comptabilisée séparément sur une ligne « variation des pertes de valeur » intégrant les dépréciations irréversibles des goodwill ainsi que les variations des dépréciations sur actifs immobilisés.

21. SECTEURS OPERATIONNELS

Les activités du Groupe se partagent entre l'activité destinée à la vente aux professionnels, celle destinée à la vente au grand public, et l'activité « holding ».

L'appartenance des unités génératrices de trésorerie (UGT) aux secteurs opérationnels est indiquée dans le tableau des sociétés consolidées.

Le principal décideur opérationnel analyse une information établie par secteur opérationnel qui sert de base à son analyse de la performance du Groupe.

22. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Ce tableau est conçu de manière à faire ressortir les flux opérationnels, les flux d'investissements et les flux de capitaux retraités de toutes les opérations internes au Groupe.

Autres notes annexes aux états financiers consolidés

Sauf indication contraire, les chiffres ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

NOTE 1 – GOODWILL

Les valeurs des goodwill pour chaque Unité Génératrice de Trésorerie au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

	Valeurs brutes 31-12-2013	Dépréciations 31-12-2013	Valeurs nettes 31-12-2013	Valeurs nettes 31-12-2012	Valeurs nettes 31-12-2011
RONIS	27 620	27 620	0	0	0
TSS RONIS DIFFUSION	37	37	0	0	0
PICARD-SERRURES	7 525	2 588	4 937	4 937	4 937
DOM-METALUX/ Beugnot	4 047	2 529	1 518	1 518	1 248
DENY FONTAINE	27 814	10 796	17 018	17 018	17 018
C.R. SERRATURE	2 814	2 814	0	0	0
METALPLAST	682	682	0	0	0
TITAN	947	947	0	0	0
DOM Pologne	10	10	0	0	0
DOM	7 435		7 435	7 435	7 705
Total	78 931	48 023	30 908	30 908	30 908

Aucune dépréciation de goodwill n'a été comptabilisée sur l'exercice 2013.

NOTE 2 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Frais de recherche & développement	615	615	615
Brevets, licences, marques	7 901	7 598	7 456
Autres immobilisations incorporelles	1 495	1 431	1 408
Immobilisations incorporelles en cours et avances	2	48	16
Total consolidé	10 013	9 692	9 495

La répartition des amortissements est la suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Frais de recherche & développement	608	607	606
Brevets, licences, marques	7 422	6 921	6 378
Autres immobilisations incorporelles	1 318	1 187	1 114
Total consolidé	9 348	8 715	8 098
Net	665	977	1 397

La variation de ces immobilisations incorporelles nettes est la suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Net début d'exercice	977	1 398	658
Investissements (y compris crédits-baux)	336	233	957
Cession / mises au rebut	-12	0	0
Amortissement	-639	-666	-385
Différence de change	3	50	-4
Reclassement	0	-38	171
Variation de périmètre	0	0	1
Net	665	977	1 398

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Branche Grand Public	122	87	219
Branche Professionnelle	543	890	1 179
Total consolidé	665	977	1 398

La répartition de ces immobilisations nettes par secteur géographique est la suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
France	257	263	306
Etranger hors Allemagne	75	78	207
Allemagne	333	636	885
Total consolidé	665	977	1 398

NOTE 3 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Après incorporation des locations financières, la ventilation des immobilisations corporelles se présente de la façon suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Terrains et Aménagements	6 677	6 677	6 638
Terrains en crédit-bail	21	21	21
Constructions hors immeuble de placement	34 376	34 038	34 317
Constructions en crédit-bail	1 747	1 747	1 747
Installations techniques, matériel industriel	115 125	114 001	110 444
Matériel & outillage en crédit-bail	2 748	2 756	2 716
Autres immobilisations	15 868	15 497	15 108
Immobilisations corporelles en cours et avances	1 633	1 645	1 088
Total consolidé	178 195	176 382	172 079

La répartition des amortissements, incluant les dépréciations sur actifs dues aux tests de valeur, est la suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Terrains et Aménagements	268	260	189
Constructions	27 190	26 525	26 121
Constructions en crédit-bail	1 119	1 055	992
Perte de valeur cumulée	4 181	3 878	4 276
Installations techniques, matériel industriel	105 878	103 256	98 975
Matériel & outillage en crédit-bail	2 445	2 420	2 368
Autres immobilisations	12 343	12 283	12 042
Total consolidé	153 424	149 677	144 963
Net	24 771	26 705	27 116

La variation de ces immobilisations corporelles nettes est la suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Net début d'exercice	26 705	27 116	26 649
Investissements (y compris crédits-baux)	4 256	5 070	6 960
Cession / mises au rebut	-55	-20	-225
Amortissement / dépréciation	-6 113	-5 478	-6 058
Différence de change	-22	-21	-41
Reclassement		38	-172
Variation de périmètre		0	3
Net	24 771	26 705	27 116

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Branche Grand Public	4 603	5 500	4 825
Branche Professionnelle	20 014	20 987	22 034
Autres	154	218	257
Total consolidé	24 771	26 705	27 116

Les investissements se répartissent ainsi :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Branche Grand Public	1 726	1 910	2 042
Branche Professionnelle	2 507	3 139	4 433
Autres	23	21	484
Total consolidé	4 256	5 070	6 959

Aucun investissement corporel n'a été financé en crédit-bail et locations financières au cours de l'exercice 2013, comme lors des deux exercices précédents.

La répartition de ces immobilisations nettes par secteur géographique est la suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
France	5 318	5 722	5 670
Etranger hors Allemagne	4 666	5 237	4 813
Allemagne	14 787	15 746	16 633
Total consolidé	24 771	26 705	27 116

NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

Elles correspondent aux sociétés TITAN ZAGREB (276 K€), TITAN BELGRADE (2 K€) et ELZETT-FEK (760 K€).

Leurs données bilancielle, chiffres d'affaires et résultats, avant retraitements de consolidation, pour une détention à 100 %, sont :

	ELZETT - FEK			TITAN ZAGREB			TITAN BELGRADE		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Total des actifs	3 786	3 738	3 216	1 200	1 304	1 463	108	131	116
Situation nette	1 969	1 986	1 839	496	617	690	0	1	1
Chiffre d'affaires	9 846	10 929	11 317	1 507	1 522	1 673	152	160	159
Résultat net	14	20	37	70	57	48	4	-2	8

NOTE 5 - STOCKS

La répartition des stocks est la suivante :

	31-12-2013			31-12-2012	31-12-2011
	Brut	Provisions	Net	Net	Net
Matières premières	17 702	5 305	12 397	13 439	12 369
Encours de productions de biens	9 381	2 037	7 344	6 794	7 743
Produits intermédiaires et finis	4 868	757	4 111	3 877	3 855
Marchandises	5 089	1 260	3 829	3 837	5 070
Total	37 040	9 359	27 681	27 947	29 037

NOTE 6 – ACTIFS FINANCIERS - REPARTITION DES ACTIFS FINANCIERS PAR CLASSE (IFRS 7) ET PAR CATEGORIE (IAS 39)

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Hors champ IAS 39	Total 31-12-2013
Classe d'actifs financiers (IFRS 7)	Evalués à la juste valeur	Evalués au coût amorti	Evalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants			1 560		1 560
Autres actifs non courants					0
Créances clients et autres créances			23 536		23 536
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 666				33 666
Autres actifs courants	2		2 959	639	3 600

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Hors champ IAS 39	Total 31-12-2012
Classe d'actifs financiers (IFRS 7)	Evalués à la juste valeur	Evalués au coût amorti	Evalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants			1 577		1 577
Autres actifs non courants					0
Créances clients et autres créances			24 168		24 168
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 541				27 541
Autres actifs courants	-43		4 071	643	4 671

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Hors champ IAS 39	Total 31-12-2011
Classe d'actifs financiers (IFRS 7)	Evalués à la juste valeur	Evalués au coût amorti	Evalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants			1 524		1 524
Autres actifs non courants					0
Créances clients et autres créances			24 816		24 816
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 083				27 083
Autres actifs courants	-51		2 121	532	2 602

NOTE 6.1 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Autres titres immobilisés	0	0	45
Prêts, dépôts de couverture de pensions	1 417	1 397	1 344
Autres immobilisations financières	143	180	181
Total consolidé	1 560	1 577	1 570

Ces actifs financiers non courants ont une échéance supérieure à un an.

NOTE 6.2 – CLIENTS

La rubrique se présente comme suit :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Brut	25 685	26 611	27 148
Provision	-2 149	-2 443	-2 332
Net	23 536	24 168	24 816

Risque de crédit :

Il n'y a pas de créance client à plus d'un an non provisionné.

La ventilation des créances clients par échéance est la suivante :

	Créances clients échues à la clôture				Total créances échues	Total créances non échues	Total créances clients	Total créances dépréciées
	< 30 j	1-3 mois	3-6 mois	> 6 mois				
Créances clients	5 470	1 266	1 170	1 039	8 945	16 740	25 685	-2 149

Le groupe SECURIDEV a recours aux assurances crédits pour les créances clients concernant toutes les sociétés anglaises, françaises, italiennes et slovènes.

NOTE 6.3 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Créances d'exploitation	2 961	4 028	2 070
Charges constatées d'avance	639	643	532
Total consolidé	3 600	4 671	2 602

Il n'y a pas de créance à plus d'un an.

NOTE 6.4 – TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE

Ils se détaillent comme suit en valeur nette :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Valeurs mobilières de placement	26 836	20 691	21 297
Disponibilités	6 830	6 850	5 786
Total consolidé	33 666	27 541	27 083

Les valeurs mobilières de placement sont exclusivement constituées de certificat de dépôt auprès de banque de premier ordre, et de Sicav de trésorerie pure.

NOTE 7 – CAPITAUX PROPRES

Gestion du capital

Au 31 décembre 2013, la Société :

- n'a procédé à aucun achat dans le cadre du programme de rachat qui s'est clôturé le 29 mai 2013,
- possède 56 206 actions propres, soit 2,3 % du capital, acquises lors du précédent programme de rachat d'actions qui s'est clôturé en mai 2011.

NOTE 8 - PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Les provisions pour risques et charges inscrites au bilan consolidé ont évolué de la manière suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Indemnités de fin de carrière et Médailles du travail	6 161	6 103	5 456
Pension DOM GmbH	28 266	28 410	21 213
Droits des représentants en Allemagne	1 576	2 051	2 018
a/ Provisions non courantes	36 003	36 564	28 687
Restructuration	914	755	181
Litiges, réclamations et garanties	2 129	2 214	2 599
Divers	20	217	150
b/ Provisions non courantes	3 063	3 186	2 930
Total Provisions	39 066	39 750	31 617

Les variations des provisions pour indemnités de fin de carrière et pensions se détaillent comme suit :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Indemnité de fin de carrière et pensions en début de période	34 513	26 669	25 927
<i>Eléments comptabilisés dans le compte de résultat</i>			
Coûts des services de l'exercice	1 145	902	557
Coûts financiers	931	1 064	1 137
Coûts des services passés	0	-802	
Prestations versées	-1 134	-1 085	-879
<i>Eléments comptabilisés dans les capitaux propres</i>			
Ecart actuariels	-1 028	7 765	-73
Indemnité de fin de carrière et pensions en fin de période	34 427	34 513	26 669

La charge de l'exercice est de 942 K€ contre 79 K€ au 31 décembre 2012.

La charge prévisionnelle pour l'exercice 2014 est de 0,9 M€.

Une hausse de 0,5 point du taux d'actualisation aurait eu pour conséquence une diminution des indemnités de retraite de 2,8 M€. Ce montant aurait été comptabilisé pour 1,9 M€ net après impôt dans les autres éléments du résultat global, conformément aux règles appliquées par le Groupe.

Les échéances des engagements sur les prochains exercices sont :

Exercice	Engagements (en M€)
2014	0,9
2015	1,1
2016	1,3
2017	1,2
2018	1,3
2019-2023	8,0

NOTE 9 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les emprunts et dettes financières sont des passifs enregistrés au coût amorti.
Leur répartition au 31 décembre 2013, par échéance et par catégorie est la suivante :

Emprunts et Dettes	Total au 31-12-2013				Total 31-12-2012	Total 31-12-2011
	<1 an	>1 an à <5 ans	>5 ans	Total		
Emprunts et Dettes	380	638		1 018	1 470	4 381
Crédits-baux et locations financières	627	672	13	1 312	1 971	2 640
Intérêts courus sur les emprunts	0			0	0	13
Concours bancaires courants	212			212	589	432
Auprès des établissements de crédit	1 219	1 310	13	2 542	4 030	7 466
Autres dettes financières				0	167	571
Participation		67		67	110	110
Auprès d'autres organismes	0	67	0	67	277	681
Total	1 219	1 377	13	2 609	4 307	8 147
Soit à court terme et long terme	1 219	1 390				

Risque de liquidités :

Les emprunts et dettes financières ci-dessus sont à rapprocher des liquidités et placements au 31 décembre 2013, soit 33 666 K€ contre 27 541 K€ au 31 décembre 2012.

La trésorerie nette a donc évolué comme suit :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Disponibilités et autres titres placés	33 666	27 541	27 083
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	-2 543	-4 030	-7 466
Trésorerie nette auprès des établissements de crédits	31 123	23 511	19 617
Autres dettes financières	-67	-277	-681
Trésorerie globale nette	31 056	23 234	18 936

Il n'y a pas d'emprunts et dettes financières libellés dans des devises autres que celles de la zone de l'euro.

Le groupe SECURIDEV dispose d'autorisation de découvert pour 7 050 K€, et des lignes de financement d'investissement pour 950 K€.

Risque de taux :

Le taux d'intérêt moyen des emprunts ressort à 3 % en 2013 contre 2,2 % en 2012.

L'endettement relatif aux emprunts confirmés à taux variable s'élève à 75 K€. Une variation de +0,5 point des taux à court terme aurait eu un impact négligeable sur le résultat financier du Groupe.

Les autres dettes financières sont principalement constituées de divers dépôts reçus et de financements spéciaux accordés par des établissements para-financiers (assureurs).

NOTE 10 – DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les dettes fournisseurs et autres passifs financiers sont des passifs enregistrés au coût amorti.

La répartition par nature est la suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Dettes Fournisseurs	12 888	10 872	11 460
Dettes d'impôt	2 562	3 087	3 735
Dettes sur immobilisations	24	184	279
Dettes sociales et fiscales	13 768	13 492	13 335
Autres dettes	2 372	2 234	1 583
Produits constatés d'avance	75	165	76
Autres passifs financiers	16 239	16 075	15 273

Ces dettes sont toutes à moins d'un an.

NOTE 11 – IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés actifs découlent de l'incidence :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
- des charges temporairement non déductibles	376	251	604
- des provisions sur actifs liées aux tests de perte de valeur	950	878	857
- des déficits fiscaux reportables	479	0	102
- des retraitements de consolidation suivants :			
Crédit baux et locations financières	-77	-65	-54
Marges internes	593	343	381
Retraites et pensions	5 619	6 227	4 026
Ajustements aux normes groupe des taux d'amortissement et des règles de provisions des sociétés étrangères	1 643	1 535	1 544
Divers	-3	6	-8
Total consolidé	9 580	9 175	7 452

Les impôts différés passifs sont afférents, d'une part à la revalorisation des actifs de DOM Allemagne restant à amortir pour 2 130 K€ (contre 2 422 K€ au 31 décembre 2012), et d'autre part à la CVAE (5 K€) liée à la valeur ajoutée afférente aux amortissements et provisions des biens acquis avant la création de ce nouvel impôt.

Les impôts différés liés aux déficits non activés s'élève à 1,3 M€ au 31 décembre 2013.

NOTE 12 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Cautions reçues	94	61	81
Nantissements / Hypothèques (*)	510	2 110	4 207
Total consolidé	604	2 171	4 288

(*) Les nantissements et hypothèques concernent des nantissements de matériel dans la branche Grand Public. Au 31 décembre 2011, il subsistait le nantissement de 100% des titres DOM Allemagne couvrant l'emprunt d'acquisition (2,1 M€). Le Groupe a remboursé la dernière échéance de cet emprunt durant l'exercice 2012 et a obtenu la mainlevée de ce nantissement

Il n'y a aucun effet escompté non échu au 31 décembre 2013.

NOTE 13 – CHIFFRE D’AFFAIRES, MARGE, RESULTAT OPERATIONNEL

La répartition du chiffre d’affaires selon les secteurs opérationnels est la suivante :

	Variation		2013		2012		2011 (*)	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
Grand Public	-18	-0,03%	52 780	36,28%	52 798	35,79%	52 290	34,82%
Professionnel	-2 040	-2,15%	92 680	63,72%	94 720	64,21%	97 890	65,18%
Total consolidé	-2 058	-1,40%	145 460	100,00%	147 518	100,00%	150 180	100,00%

(*) Ces données ont été retraitées afin d’être comparables à l’information sectorielle présentée à compter du 1^{er} janvier 2012, suite à l’absorption de la société DOM France (branche Professionnelle) par la société Métalux (branche Grand Public).

L’essentiel du chiffre d’affaires est réalisé par des ventes de biens, les prestations de services étant inférieures à 2 %.

Par zone géographique, la répartition du chiffre d’affaires est la suivante :

	Variation		2013		2012		2011 (*)	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
France	1 374	2,49%	56 530	38,86%	55 156	37,39%	54 628	36,38%
Allemagne	-858	-2,27%	36 930	25,39%	37 788	25,62%	40 431	26,92%
Etranger hors Allemagne	-2 574	-4,72%	52 000	35,75%	54 574	36,99%	55 121	36,70%
Total consolidé	-2 058	-1,40%	145 460	100,00%	147 518	100,00%	150 180	100,00%

(*) Ces données ont été retraitées afin d’être comparables à l’information sectorielle présentée à compter du 1^{er} janvier 2012, suite à l’absorption de la société DOM France (branche Professionnelle) par la société Métalux (branche Grand Public).

Le compte de résultat par branche est le suivant :

	Grand Public			Professionnel			Total consolidé		
	2013	2012	2011 (*)	2013	2012	2011 (*)	2013	2012	2011 (*)
Chiffre d’affaires	56 614	56 819	56 806	96 573	97 609	99 843	145 460	147 518	150 180
Marge	34 566	33 652	33 982	73 100	74 396	76 648	107 135	107 508	110 216
en % production	61,16%	59,68%	59,84%	75,46%	76,61%	76,30%	73,55%	73,34%	73,10%
en % CA	61,06%	59,23%	59,82%	75,69%	76,22%	76,77%	73,65%	72,88%	73,39%
Résultat Opérationnel Courant	3 152	1 826	2 681	8 071	10 235	11 924	10 871	11 364	13 242
Résultat Opérationnel	1 978	781	2 108	6 614	10 053	11 871	8 240	10 137	12 262
Résultat Financier	31	-202	-31	44	55	106	289	57	141
Impôt	-943	-1 114	-1 124	-1 194	-3 471	-3 894	-2 696	-3 547	-4 290
Résultat net	1 095	-509	991	5 463	6 694	8 166	5 863	6 673	8 150

(*) Ces données ont été retraitées afin d’être comparables à l’information sectorielle présentée à compter du 1^{er} janvier 2012, suite à l’absorption de la société DOM France (branche Professionnelle) par la société Métalux (branche Grand Public).

La colonne « Total consolidé » comprend les éliminations entre les deux secteurs opérationnels, ainsi que l’activité holding du Groupe.

Les chiffre d’affaires inter-branches en 2011, 2012 et 2013 s’élève respectivement à 6 472, 6 910 et 7 727 K€.

Risque de change :

Pour 2014, le groupe SECURIDEV a protégé les achats en euros de sa filiale anglaise. La valorisation de cet instrument financier au 31 décembre 2013, s'élève à +2 K€ (contre -43 K€ en 2012) et est comptabilisée dans les autres créances d'exploitation (Note 6). La variation figure dans les autres éléments du résultat global (Note 7).

Le groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change. Les flux d'achats et de ventes en devises sont les suivants :

en €	\$	€ dans pays pays hors zone €
Ventes	0	4 226
Achats	4 721	7 071
EBIT	0	882

Un renchérissement instantané de l'Euro de 1 % par rapport à toutes les autres monnaies européennes et au US \$ aurait une incidence positive sur le résultat opérationnel de 10 K€.

Répartition des actifs et des passifs

La répartition des actifs nets totaux et des passifs courants en fonction des branches d'activité est la suivante :

	Grand Public		Professionnel		Holding		Total	
	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2013	31-12-2012
Total Actifs (valeur nette)	43 466	42 124	91 925	91 505	21 614	21 063	157 005	154 692
Total Passifs non courants	3 215	3 554	36 304	37 926	10	6	39 529	41 486
Total Passifs courants	13 251	12 854	21 312	21 581	1 408	602	35 971	35 037

NOTE 14 – AMORTISSEMENTS, VARIATION DES PROVISIONS ET PERTE DE VALEUR

a) Amortissements

Les amortissements du résultat opérationnel courant, soit 6 020 K€ comprennent ceux provenant des retraitements de crédits-baux et des locations financières pour 151 K€.

b) Variation des Provisions

Les valeurs positives indiquent un profit ou une diminution de la provision.

	31-12-2012	Dotations/reprises en Compte de résultat			Dotations/reprises en Capitaux propres		31-12-2013
		Résultat courant	Résultat opérationnel non courant	Résultat financier	Ecart de conversion	Autres (écarts actuariels)	
Provisions sur Stocks	9 335	48			-24		9 359
Provisions sur Clients	2 443	-282			-12		2 149
Provisions pour Créances	316	32			-2		346
Provisions non courantes	36 564	706	-225		-15	-1028	36 002
Provisions courantes	3 186	-232	109				3 063
Total	51 844	272	-116	-2	-51	-1 028	50 919

c) Variation des pertes de valeur

Les pertes de valeurs au compte de résultat concernent, en 2013, uniquement la branche Grand Public (732 K€).

Les calculs décrits en note I.9 ont été effectués sur la base d'une prime de risque de 6,55 %, et d'un taux d'emprunt sans risque de 2,21 % (TEC à 10 ans). Ces taux en 2012 (et 2011) étaient respectivement de 6,55% (6,55%) et 2,52% (3,31%).

Une hausse de 0,5 point de ces deux taux n'aurait aucune incidence significative sur la dépréciation des goodwill du Groupe.

Une amélioration ou une détérioration de 5 % des EBIT prévisionnels n'aurait pas eu d'impact sur l'exercice.

NOTE 15 –RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse comme suit :

	2013	2012	2011
Produits des placements	440	430	358
Produits de change	190	220	432
Autres produits financiers	112	115	111
Intérêts et charges financières assimilés	-111	-150	-149
Intérêts sur crédit-bail	-54	-80	-106
Charges de change	-178	-321	-387
Autres charges financières	-110	-157	-118
Total consolidé	289	57	141

NOTE 16 – IMPOT SUR LES SOCIETES

L'impôt net consolidé se décompose ainsi :

Impôt sociétés France	3 327
Impôt Sociétés Etranger	482
Impôt différé net	-1 113
Impôt net consolidé	2 696

Les mouvements du compte d'impôts différés s'analysent comme suit :

	Actif	Passif	Solde
Impôts différés au 31-12-2012	9 175	2 432	6 743
Variation de la période			
<i>dont variation dans le compte de résultat</i>	816	-297	1 113
<i>dont variation dans les capitaux propres</i>	-411		-411
Impôts différés au 31-12-2013	9 580	2 135	7 445

Le tableau de ventilation de l'impôt société se présente comme suit :

Résultat avant impôt	8 529
CVAE (inclus dans IS)	-436
Crédit d'impôt (inclus dans les subventions) et CICE (inclus dans charges de personnel)	-749
Résultat imposable	7 344
Charge d'impôt théorique (taux de la mère consolidante 33,33%)	2 448
CVAE	436
Différence de taux d'imposition	-369
Impact des résultats négatifs	223
Impact des différences permanentes	-42
Charge d'impôt effective	2 696

(1) hors de l'intégration fiscale et dont les déficits ne sont pas activés

Le pourcentage d'impôt société étranger moyen est inférieur à celui de la France du fait des taux d'imposition des sociétés étrangères variant entre 12 % et 30 %, sauf en Italie où le taux d'imposition est de 36 %.

L'écart entre le taux d'imposition théorique et les taux réels correspond à la moindre imposition à l'étranger pour 369 K€, et au déficit non activé ou non récupérable en France pour -223 K€.

NOTE 17 – RESULTAT PAR ACTION

Le nombre d'actions retenues pour ce calcul est égal au nombre total d'actions émises duquel sont déduites les actions détenues en autocontrôle.

Aucun instrument dilutif du capital n'a été émis par la société.

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Nombre d'actions au capital	2 443 952	2 443 952	2 443 952
Actions d'auto-contrôle	56 206	56 206	56 206
Nombre d'actions au capital	2 387 746	2 387 746	2 387 746
Résultat net par action en €	2,44	2,81	3,42

Note 18 – Effectifs

Les effectifs moyens du groupe SECURIDEV se ventilent de la manière suivante :

	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Cadres	157	162	166
Agents de maîtrise et employés	610	623	615
Ouvriers	751	810	857
Total	1 518	1 595	1 638

Les effectifs réels en fin d'année se répartissent comme suit :

	France			Etranger			Total		
	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2013	31-12-2012	31-12-2011
Grand Public	246	250	216	480	524	581	726	774	797
Professionnel	291	324	358	468	468	471	759	792	829
Total	537	574	574	948	992	1 052	1 485	1 566	1 626

NOTE 19 - INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

La liste des principales filiales et sociétés associées du Groupe figure dans la partie « *Principes comptables, méthode d'évaluation, options IFRS retenues* ».

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

Les transactions et soldes avec les parties liées et les sociétés associées sont détaillées ci-dessous :

	Produits		Charges		Créances		Dettes	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Parties liées en amont (SFPI)	0	0	627	1 226	0	0	-12	343
Sociétés associées (mises en équivalence)	1 101	1 171	64	98	288	307	8	14
Autres parties liées (autres pôles du groupe SFPI)	200	149	147	141	23	17	31	42
Total	1 301	1 320	838	1 465	311	324	27	399

Les mandataires sociaux au sens de la norme IAS 24 perçoivent une rémunération à court terme dans l'une des filiales de SECURIDEV.

Le montant est le suivant :

	2013	2012	2011
Rémunération à court terme hors charges patronales	188	135	134
Charges patronales sur rémunération	48	45	45

NOTE 20 – DIVIDENDES PROPOSES

Le dividende qui sera proposé aux Actionnaires lors de l'Assemblée générale du 6 juin 2014 est de 1,75 euros par action.

NOTE 21 – PASSIFS EVENTUELS

Une obligation constitue un passif éventuel si le montant ne peut être estimé avec suffisamment de fiabilité, ou s'il est improbable que celle-ci donne lieu à une sortie de ressource. Les passifs éventuels constituent des engagements du Groupe et ne sont pas comptabilisés au bilan, sauf s'ils sont identifiés dans le cadre des acquisitions. Dans ce dernier cas, ils font partie des éléments identifiables reconnus.

Il n'existe pas de passif éventuel significatif au 31 décembre 2013.

NOTE 22 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la date d'arrêtés des comptes par le Conseil d'Administration, le 27 mars 2014, aucun événement significatif n'est intervenu.

5. Rapport du Président Directeur Général établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de Commerce

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de notre conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ;
- des procédures de contrôle interne mises en place par la Société ;
- de l'étendue des pouvoirs du Président Directeur Général.

1 – PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

1.1 Composition du conseil d'administration

Notre conseil d'administration est composé de six administrateurs, dont deux indépendants. La liste des administrateurs de la Société, incluant les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés est visée dans le rapport de gestion.

1.2 Convocation des administrateurs

Conformément à l'article 17 des statuts, les administrateurs ont été convoqués par courrier.

Conformément à l'article L. 225-238 du Code de commerce, les commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du conseil d'administration qui ont examiné et arrêté les comptes annuels ainsi que les comptes semestriels.

1.3 Fréquence des réunions - Tenue des réunions - Décisions adoptées

Au cours de l'exercice écoulé, notre conseil d'administration s'est réuni trois (3) fois, et le taux de participation des administrateurs à ces réunions était de 100 %.

Ces réunions qui se sont déroulées à Paris 17^{ème} au 20 rue de l'Arc de Triomphe, en présence des commissaires aux comptes, ont porté sur les points suivants :

- 26 mars 2013 :
 - Examen et arrêté du bilan et des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
 - Examen et arrêté des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
 - Etablissement du rapport de gestion et d'activité sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
 - Approbation du rapport du Président Directeur Général établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce ;
 - Conventions réglementées ;
 - Modification de la durée du mandat des administrateurs et modification corrélative de l'article « Conseil d'administration » des statuts ;
 - Nomination d'un nouvel administrateur ;
 - Décisions à prendre pour la préparation et la convocation de l'assemblée générale annuelle sur les comptes dudit exercice ;
 - Exposé sur le programme de rachat d'actions en cours ;
 - Questions diverses ;
 - Pouvoirs.

- 7 juin 2013 :
 - Répartition des jetons de présence.
- 29 septembre 2013 :
 - Présentation des comptes consolidés au 30 juin 2013 ;
 - Publication financière légale ;
 - Pouvoirs en vue des formalités ;
 - Questions diverses.

1.4 Comités spécialisés

Un Comité d'audit a été mis en place par le conseil d'administration du 5 novembre 2009. La mission de ce Comité d'audit est assumée par les membres du Conseil d'administration à l'exclusion du Président. Un des membres du Comité d'audit possède des compétences particulières en matière financière et comptable. L'administrateur indépendant est membre du Comité d'audit.

A ce titre, et conformément à la loi, le Comité d'audit assurera le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Dans le cadre de cette mission d'audit, le conseil d'administration se réunira avant chaque arrêté des comptes de la Société.

Le Comité d'audit s'est réuni le 27 mars 2014.

1.5 Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués à tous les administrateurs ainsi qu'aux commissaires aux comptes.

2 – PRINCIPES ET REGLES DE DETERMINATION DES REMUNERATIONS.

Je vous informe qu'au sein du Groupe, les principes et règles applicables à la détermination des rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux font l'objet d'un examen préalable par l'organe compétent. Il examine l'ensemble des règles relatives à la détermination de la partie fixe, et, le cas échéant, variable, des rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux.

L'ensemble de ces éléments est ensuite examiné en séance plénière du conseil d'administration, et soumis à ses seules décisions.

3 – PROCEDURE DE CONTROLE INTERNE.

Je vous précise que la société SECURIDEV s'est appuyée sur le code de gouvernement d'entreprise Middledenext pour les Valeurs moyennes et petites du cadre de référence du contrôle interne.

A ce titre, le conseil d'administration a pris connaissance des éléments présentés dans la rubrique « Points de vigilance ».

En outre, la Société souscrit aux recommandations suivantes :

	RECOMMANDATIONS	APPLIQUÉE		COMMENTAIRES
		OUI	NON	
R 1	Cumul contrat de travail et mandat social		X	Non applicable.
R 2	Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux		X	Le Groupe n'applique pas les sept (7) principes énoncés dans la recommandation pour définir la politique de rémunération du Président, seul mandataire social.
R 3	Indemnités de départ		X	Non applicable.
R 4	Régimes de retraite supplémentaires	X		L'information relative aux régimes de retraite accordés au Président est communiquée dans le rapport aux actionnaires.
R 5	Stock-options et attribution d'actions gratuites		X	Non applicable.
R 6	Mise en place d'un règlement intérieur du conseil d'administration		X	Le conseil n'a pas jugé opportun la mise en place d'un règlement intérieur, compte tenu de la taille de la Société.
R 7	Déontologie des membres du conseil d'administration		X	N'existe pas en l'absence de règlement intérieur. Néanmoins, les administrateurs comme les directeurs adhèrent à un code d'éthique interne au Groupe.
R 8	Composition du conseil d'administration Présence de membres indépendants au sein du conseil d'administration	X		Le conseil d'administration est composé de six (6) membres, dont deux (2) membres indépendant.
R 9	Choix des administrateurs	X		Le choix des administrateurs fait l'objet d'une résolution distincte, et est déterminé en fonction des compétences.
R 10	Durée du mandat des membres du conseil d'administration	X		La durée du mandat des membres du conseil d'administration est de trois (3) années.
R 11	Information des membres du conseil d'administration	X		Les membres du conseil d'administration estiment que l'information qui leur est communiquée est suffisante.

R 12	Mise en place de comités	X		Le conseil d'administration constitue le comité d'audit.
R 13	Réunions du conseil d'administration et des comités		X	Le conseil d'administration et le Comité d'audit se réunissent à chaque arrêté des comptes et lorsque cela est nécessaire. Néanmoins, le rythme de quatre (4) réunions annuelles n'est pas appliqué, compte tenu de la taille du Groupe et du management très resserré autour du Président.
R 14	Rémunération des administrateurs	X		La Société alloue des jetons de présence.
R 15	Mise en place d'une évaluation des travaux du conseil d'administration		X	Le Président estime qu'il n'est pas nécessaire de procéder à l'évaluation du fonctionnement du conseil d'administration.

3.1 Définition et objectif du contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes de contrôle, établis par la direction générale, le management et les autres membres du personnel, pour donner une assurance raisonnable sur :

- la réalité et l'efficacité des opérations,
- la fiabilité du reporting,
- la conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- la sauvegarde des actifs.

Un système de contrôle interne conçu pour répondre aux différents objectifs décrits ci-dessus ne donne pas cependant la certitude que les objectifs fixés seront atteints et ce, en raison des limites inhérentes à toute procédure.

3.2 Organisation générale du contrôle interne

Le contrôle interne de notre Société est assuré à deux niveaux, d'une part à l'intérieur des filiales du Groupe SECURIDEV sous la responsabilité de leurs dirigeants ; et d'autre part à l'extérieur du Groupe par les services Contrôle de gestion et Juridique de notre maison mère la SFPI.

En vue d'assurer, dans la mesure du possible, une gestion financière rigoureuse et la maîtrise des risques, et en vue d'élaborer les informations données aux actionnaires sur la situation financière et les comptes, le service contrôle de gestion de SFPI, procède à l'audit des comptes de chacune des filiales préalablement à l'intervention des commissaires aux comptes.

Ce service contrôle et supervise également le reporting financier adressé tous les mois par chaque filiale. Il pilote l'adaptation des procédures comptables et budgétaires ainsi que la centralisation des informations financières. Il produit la consolidation du pôle, il gère les assurances.

Le Directeur de contrôle de gestion, rend compte au Président Directeur Général du résultat des travaux de son service, et le cas échéant, formule des recommandations.

Un code déontologique pour maîtriser les risques financiers a été signé par tous les dirigeants des filiales ainsi que leurs cadres principaux.

La comptabilisation des opérations de trésorerie et les rapprochements bancaires du Groupe sont également assurés par le service Finances et Contrôle de gestion de la maison mère, SFPI.

La fonction trésorerie et financement est organisée autour du trésorier.

Ses fonctions principales sont :

- suivi des flux financiers et répartition des fonds,
- suivi des opérations de placements ou d'emprunts financiers,
- gestion des lignes de trésorerie et des engagements.

La Direction juridique de SFPI assure la rédaction des actes, assiste et conseille les filiales dans les affaires juridiques. Elle gère et suit les dossiers contentieux en liaison avec les avocats du Groupe.

3.3 Autres procédures de contrôle interne

Au niveau des processus opérationnels, les principaux contrôles ci-après sont effectués :

- au niveau des départements commerciaux des filiales, pour suivre et contrôler, à partir de tableaux de bord mensuels, les ventes réalisées facturées, la prise de commandes, les taux de marges, etc, Pour comparer la réalisation, par secteur d'activités, avec les objectifs fixés budgétés,
- au niveau des départements techniques des filiales, pour suivre et contrôler l'avancement et le volume d'activité en terme de service après-vente, support technique, tests et référencement produits et recherches de solutions.

Au niveau de l'élaboration et du traitement de l'information financière et comptable :

- Le processus relève de la compétence du département Finances et Contrôle de gestion.
- Le système comptable et de gestion repose sur un système d'information intégré permettant de faciliter le suivi de l'exhaustivité, la correcte évaluation des transactions et l'élaboration des informations comptables et financières selon les règles et méthodes comptable en vigueur et appliquées par la Société tant pour les comptes sociaux que pour les comptes consolidés.
- La Direction générale s'assure de la réalité des informations comptables et financières produites par la Direction Finances et Contrôle de gestion. Ces informations sont contrôlées par les commissaires aux comptes qui procèdent aux vérifications selon les normes en vigueur.

3.4 Participation des actionnaires à l'AGOA

Les modalités relatives à la participation des actionnaires à l'AGOA sont fixées par les articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 30 des statuts de la Société.

3.5 La structure du capital social de la Société au 31 décembre 2013 est la suivante :

- SFPI : 69 %
- Public : 29 %

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire.

A cet égard, il est précisé que la société SFPI détient 81,37 % des droits de vote de SECURIDEV.

3.6 Information et communication des actionnaires

L'essentiel de l'information des actionnaires se fait par le biais du site **web** de la Société (www.securidev.com) sous le contrôle et la direction du Président Directeur Général de SECURIDEV.

3.7 Principaux risques auxquels est confronté le Groupe, et procédures de gestion

Les principaux facteurs de risques sont les suivants :

Risque clients

Le risque de non recouvrement des créances est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de la clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'encours résultant d'analyses financières spécifiques.

Risque de taux et de change

La totalité des emprunts est à taux variable (EURIBOR). Une variation de + 0,5 points des taux à court terme aurait eu un impact négligeable sur le résultat financier.

Le Groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change.

Pour l'année 2014, le Groupe SECURIDEV a couvert les achats en euros de sa filiale anglaise, RONIS-DOM LTD.

Assurance

Le Groupe a souscrit les assurances couvrant correctement les risques encourus par son activité.

Risque pays

Aucune activité n'est développée dans un pays identifié comme à risque.

4 – POUVOIR DU DIRECTEUR GENERAL.

Les fonctions de Directeur Général sont assurées exclusivement par le Président du conseil d'administration.

Aucune limitation, en dehors de celles prévues par les dispositions légales, n'a été apportée aux pouvoirs du Président Directeur Général.

6. Rapports des Commissaires aux Comptes

1. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	69
2. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	71
3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	74
4. Rapport sur les prestations facturées par S.F.P.I. SA	76
5. Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'administration	77

1. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Securidev S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

La note « Principes, Règles et Méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine le 29 avril 2014,

KPMG Audit Paris et Centre

Nahid Sheikhalishahi

Associée

Deloitte & Associés

Stéphane Ménard

Associé

2. RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements non autorisés préalablement

En application des articles L. 225-42 et L. 823-12 du Code de commerce, nous vous signalons que les conventions et engagements suivants n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

Avenant à la convention de prestations de services de Securidev avec ses filiales

- *Sociétés concernées :*

Dom GmbH Kg, Metalplast et Ucem Sistemas de Seguridad, toutes trois filiales de Securidev S.A.

- *Nature et objet :*

Avenant n°1 du 26 novembre 2013 de la convention de prestations de services du 5 décembre 2001.

Cet avenant a pour objet, l'application de la convention de prestations de services du 5 décembre 2001 aux sociétés Ucem Sistemas de Seguridad, Metalplast et Dom GmbH kg.

Cependant, Metalplast et Dom GmbH kg ne bénéficieront pas des prestations visées aux articles 1.4 à 1.9 (comptable, social, commercial et achat, communication,...) et par voie de conséquence, l'article 3.4 relatif à la rémunération ne leur sera pas applicable.

- *Modalités :*

Le produit comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, relatif à cette convention, est de €. 104 594,94 hors taxes et se décompose ainsi :

- Dom Gmbh Kg. :	€.	48 750,98 HT
- Metaplast :	€.	13 075,98 HT
- Ucem Sistemas de Seguridad:	€.	42 767,98 HT

Nous vous précisons que, lors de sa réunion du 27 mars 2014, votre Conseil d'Administration a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de prestations de services avec la société S.F.P.I.

- *Modalités :*

Convention de prestations de services du 30 septembre 1991 en matière de gestion juridique, informatique, organisation administrative et comptable dont les modalités de calcul de la redevance sont les suivantes :

- 1% hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes jusqu'à 76 M€ de chiffre d'affaires.
- 0,50% hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires comprise entre 76 M€ et 152 M€ hors taxes.
- 0,25% hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires au-delà de 152 M€ hors taxes.

- *Application :*

La charge comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, relative à cette convention, est de €. 0 hors taxes.

Convention de prestations de services de Securidev avec ses filiales

- *Nature et modalités :*

Convention de prestations de services du 5 décembre 2001 dans laquelle la société Securidev S.A. s'engage à fournir à ses filiales son assistance et ses conseils dans les domaines suivants :

1. Assurances : ces prestations sont facturées au coût exact.
2. Export : ces prestations sont facturées à 50% du coût exact.
3. Investissements : rémunération par une somme forfaitaire située entre 7 622 € et 22 867 € par dossier, selon l'importance de ce dernier.
4. Comptable et social.
5. Commercial et achats.
6. Trésorerie.
7. Foires et salons professionnels et publicitaires.
8. Communication.

Les cinq dernières prestations sont refacturées au coût exact.

La répartition de ces frais est faite, généralement, en fonction du chiffre d'affaires de chaque filiale.

- *Application :*

Le produit comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, relatif à cette convention, est de €. 1 232 099,52 hors taxes et se décompose ainsi :

- Deny Fontaine S.A.S. :	€.	252 713,43 HT
- Dom-Métalux S.A.S. :	€.	153 109,11 HT
- Ronis S.A.S.:	€.	246 079,81 HT
- Picard Serrures S.A.S.:	€.	176 076,96 HT
- CR Serrature S.A. :	€.	27 510,37 HT
- Euro-Elzett S.A.R.L. :	€.	71 974,74 HT
- Ronis-Dom Ltd :	€.	176 869,71 HT
- Titan d.d. S.A. :	€.	127 765,39 HT

Convention d'intégration fiscale

- *Nature et modalités :*

Convention d'intégration fiscale.

- *Application :*

Les sociétés suivantes sont soumises à la convention d'intégration fiscale de la société Securidev S.A. :

- Deny Fontaine S.A.S.
- Métalux S.A.S.
- Ronis S.A.S.
- Picard Serrures S.A.S.
- Dom Participations S.A.S.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine le 29 avril 2014,

KPMG Audit Paris et Centre

Nahid Sheikhalishahi

Associée

Deloitte & Associés

Stéphane Ménard

Associé

3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société SECURIDEV, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants : la Direction de votre Groupe est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses états financiers et les notes qui les accompagnent. Parmi les comptes qui sont sujets à des estimations comptables significatives et susceptibles d'une justification de nos appréciations figurent les goodwill et les actifs à durée de vie indéfinie.

Le Groupe procède, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie selon les modalités décrites dans le paragraphe 9 des principes comptables et dans la note 14 c) des états financiers.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations et vérifié que le paragraphe 9 des principes comptables et la note 14 c) des états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2014,

Deloitte & Associés

Stéphane Ménard

Associé

KPMG Audit Paris et Centre

Nahid Sheikhalishahi

Associée

4 RAPPORT SUR LES PRESTATIONS FACTUREES PAR S.F.P.I. SA

Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux souhaits de l'Autorité des Marchés Financiers, nous avons examiné le montant des honoraires facturés directement par S.F.P.I. S.A. aux filiales de Securidev S.A. au titre des frais de management.

Pour l'exercice 2013, ces facturations s'élèvent à €. 1 167 875 hors taxes contre €. 1 207 052 hors taxes pour l'exercice 2012, se décomposant ainsi :

	2013	2012
• Securidev	: €. 0 HT	€. 14 190 HT
• Deny Fontaine	: €. 239 220 HT	€. 218 600 HT
• Metalux	: €. 130 490 HT	€. 115 060 HT
• Ronis	: €. 144 160 HT	€. 152 670 HT
• Picard-Serrures	: €. 168 070 HT	€. 157 570 HT
• Titan	: €. 62 139 HT	€. 67 109 HT
• Dom	: €. 365 192 HT	€. 425 321 HT
• Euro-Elzett	: €. 28 994 HT	€. 27 531 HT
• CR Serrature	: €. 29 610 HT	€. 29 001 HT

Sur la base des informations fournies par la société S.F.P.I. S.A. et de nos propres analyses, nous pouvons vous indiquer que le montant des honoraires facturés par S.F.P.I. S.A. au groupe Securidev est cohérent avec les coûts exposés pour la direction et la gestion des sociétés du groupe Securidev par S.F.P.I. S.A.

Paris La Défense, le 29 avril 2014,

KPMG Audit Paris Centre

Nahid Sheikhalishahi

Associée

5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Etabli en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la Société

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la Société SECURIDEV SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre Société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et,
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

I. Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

II. Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2014,

Deloitte & Associés

Stéphane Ménard

Associé

KPMG Audit Paris et Centre

Nahid Sheikhalishahi

Associée

7. Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales

Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion de l'exercice clos le 31 Décembre 2013.

Aux actionnaires,

En notre qualité de professionnel de l'expertise comptable désigné organisme tiers indépendant, le Cabinet de Saint Front dont la recevabilité de la demande d'accréditation a été admise par le COFRAC (article 3 de l'arrêté du 13 Mai 2013), nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées de la société SECURIDEV présentées dans le rapport de gestion établi au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2013 en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'Administration de SECURIDEV d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le Code de déontologie de la profession inséré dans le décret du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer notre indépendance et la conformité de nos travaux avec les textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité de l'OTI

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de 3 personnes entre le 17 janvier et le 7 avril 2014 pendant une durée d'environ 7 jours avec un audit sur site le 03 avril.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et conformément à la norme professionnelle des experts comptables applicable aux attestations particulières.

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons effectué les travaux suivants :

- nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables concernés, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent ;

- nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce ;
- nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce ;
- en cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Observations

Sur la base de ces travaux, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons identifié les personnes responsables de la mise en place du processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle des informations visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations.

Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application de ce processus et de ces procédures avec Monsieur Fini, Directeur Juridique Groupe, Monsieur Dupré, Directeur général de l'usine de Dény Fontaine, Monsieur Vermast, Responsable Qualité Environnement de l'usine de Dény Fontaine et plusieurs personnes en charge de la qualité ou de la RSE.

Nous avons fait une visite exhaustive de l'usine de Dény Fontaine.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Nous avons en particulier étudié :

- informations sociales : la santé et sécurité des salariés, organisation du travail, rémunérations ;
- informations environnementales : la gestion des déchets, les consommations d'énergie ;
- informations sociétales : le lien avec les fournisseurs et sous-traitants ;

Pour ces informations RSE que nous avons considérées les plus importantes :

- au niveau de l'entité, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif de sites que nous avons sélectionnées en fonction de leur activité, de leur contribution, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne près de 20% des données sociales et environnementales significatives.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Observations

Les politiques qualité dans les filiales ont permis une bonne remontée des informations et une fiabilité des données dont nous avons bénéficié.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère.

Paris, le 7 avril 2014,

L'Organisme Tiers Indépendant,

Cabinet de Saint Front

Jacques de Saint Front

8. Projets des Résolutions à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 6 juin 2014

Première résolution

Approbation des comptes annuels de l'exercice ; quitus aux administrateurs

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion et d'activité du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés et faisant ressortir un bénéfice net de 11 049 861 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumés dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

L'Assemblée générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, au regard de l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

Deuxième résolution

Affectation du résultat de l'exercice ; mise en paiement du dividende

L'Assemblée générale, approuve la proposition d'affectation du résultat qui lui a été présentée par le Conseil d'administration.

En conséquence, le bénéfice de l'exercice s'élevant à 11 049 861 € est affecté de la façon suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 11 049 861 €

Affectation :

- Dividende : 4 276 916 €, prélevé sur le résultat de l'exercice, soit 1,75 € par action,
- Compte Report à nouveau : 6 871 305,5 € (incluant le dividende revenant aux actions auto détenues, 98 360,5 €), dont le solde créditeur d'un montant de 35 582 419 € sera porté à 42 453 724,5 €.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement le 10 juin 2014.

Conformément à la loi, les actions qui seront détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende ne donneront pas droit au dividende.

L'Assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	Dividende	Dividende par action
2010	3 665 928 €	1,50 €
2011	3 665 928 €	1,50 €
2012	3 054 940 €	1,25 €

Troisième résolution

Attribution de jetons de présence

L'Assemblée générale, fixe le montant des jetons de présence du Conseil d'administration à la somme de 10 000 euros.

Quatrième résolution

Approbation des conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, autorisés au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions et engagements qui y sont mentionnées.

Cinquième résolution

Approbation des conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce et autorisées au cours de l'exercice

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce, approuve les conclusions dudit rapport mentionnant les conventions autorisées au cours de l'exercice.

Sixième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion et d'activité du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2013 tels qu'ils ont été présentés faisant ressortir un résultat net des entreprises consolidées de 5 863 K€, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion et d'activités.

La part nette Groupe après intérêts des minoritaires ressort à 5 831 K€.

Septième résolution

Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Henri MOREL

L'assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Henri MOREL est arrivé à son terme, décide de renouveler ledit mandat pour une nouvelle période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera en 2017 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Huitième résolution

Nomination de Mademoiselle Sophie MOREL en qualité de nouvel administrateur

L'Assemblée générale, décide de nommer Mademoiselle Sophie MOREL demeurant à Paris (75017) – 23 rue Pouchet en qualité d'administrateur, pour une période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera en 2017 sur les comptes de l'exercice clos en 2016.

Neuvième résolution

Nomination de Madame Valentine LAUDE en qualité de nouvel administrateur

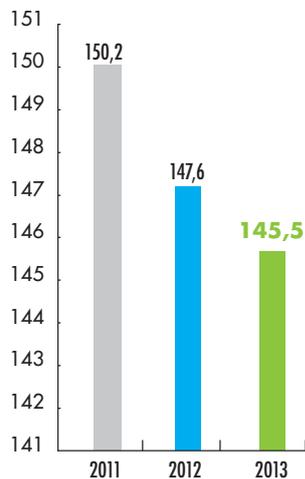
L'Assemblée générale, décide de nommer Madame Valentine LAUDE demeurant à Paris (75008) – 3 rue Quentin Bauchard en qualité d'administrateur, pour une période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera en 2017 sur les comptes de l'exercice clos en 2016.

Dixième résolution

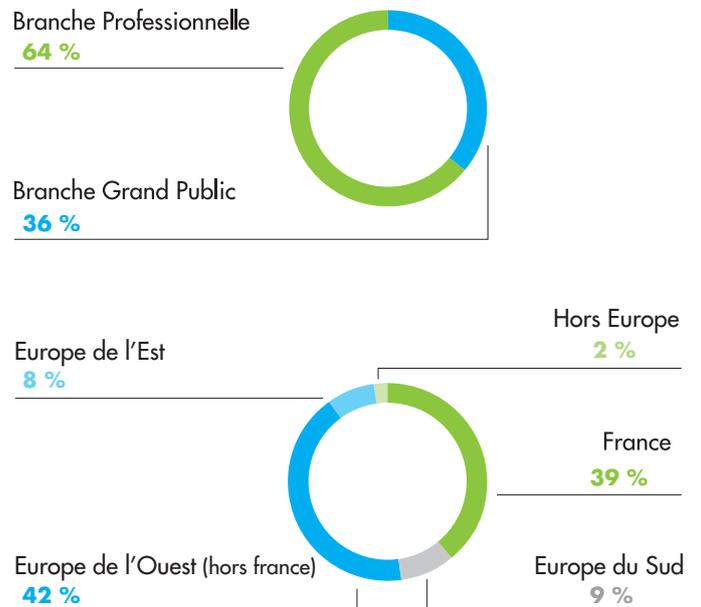
Pouvoirs en vue des formalités

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès-verbal de la présente assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

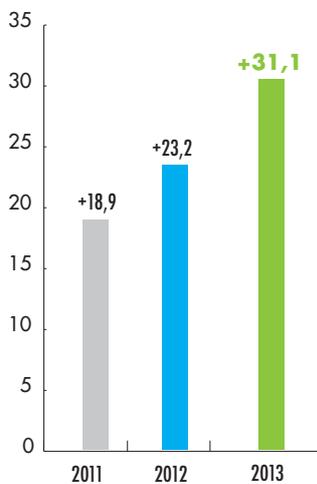
Evolution du chiffre d'affaires en millions d'euros



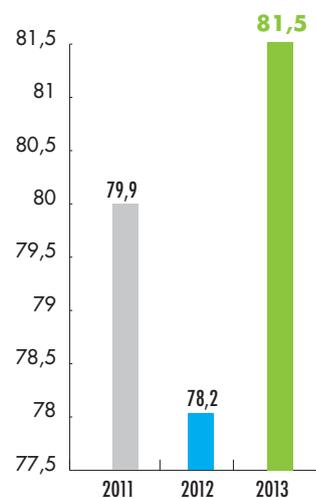
Répartition des ventes en 2013



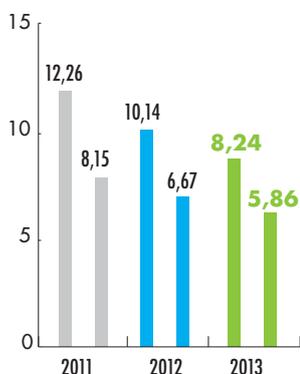
Evolution de la trésorerie financière nette en millions d'euros



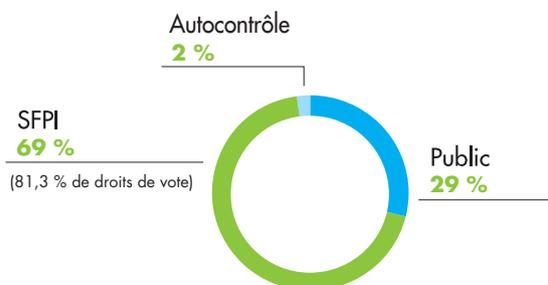
Evolution des capitaux propres en millions d'euros



Evolution du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe en millions d'euros



Répartition de l'actionnariat au 31/12/2013 en pourcentage (% en droits de vote)



Données par action

En euros	2011	2012	2013
Résultat net par action part du groupe	3,42 €	2,81 €	2,44 €
CAF par action	6,44 €	6,00 €	4,80 €
Dividende net	1,50 €	1,25 €	1,75 €
NB titres (hors auto-contrôle)	2 387 746	2 387 746	2 387 746 €

Place de cotation : Euronext Paris
Compartiment C
Code ISIN : FR0000052839
Code Reuter : SCDV
Indice : CAC all shares

Evolution du cours de bourse sur 3 ans
Cours au 02/05/2014 : 42,89 €



Une activité organisée autour de Trois domaines d'activité 2 branches

Grand Public

PICARD
Depuis 1720 SERRURES

METALUX

CR
SERRATURE

TITAN

**EURO
ELZETT**

m

UCEM
Serrures de Sécurité



Professionnelle

dény
FONTAINE

DOM
SICHERHEITSTECHNIK

RONIS
www.ronis.fr

dény
FONTAINE
SAFETY TECHNOLOGIES

DOM
SICHERHEITSTECHNIK


RONIS
www.ronis.fr

 **PICARD**
Depuis 1720 SERRURES

METALUX

 **TITAN**

20, rue de l'Arc de Triomphe
75017 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 46 22 09 00

Fax : +33 (0) 1 46 22 99 18

 **EURO
ELZETT**




SERRATURE



www.securidev.com